

■ **FORCE DE FRAPPE NATIONALE**

NI **FORCE MULTILATÉRALE**

FORCE DE FRAPPE EUROPÉENNE

■ **ARMÉE CLASSIQUE**

DESSI



ÉDITO

L'O.N.U. est en crise. Crise financière d'abord, certains membres refusant de payer leur quote-part des interventions à Chypre et au Congo ; crise politique aussi, ouverte par le retrait de l'Indonésie de l'O.N.U. et de tous les organismes annexes (U.N.E.S.C.O., F.A.O., U.N.I.C.E.F.). Les S.A. protestent : « si chaque pays estimait qu'il peut quitter l'O.N.U. s'il est mécontent de son action, cette organisation courrait le risque de se désintégrer ». Bien entendu, les Américains ne soufflent mot des pays qui s'opposent, depuis 1949, à l'entrée de la Chine populaire à l'O.N.U., sans doute parce que ce n'est pas une cause de « désintégration »...

La question de l'utilité et de la survie de l'O.N.U. se pose donc. Mais qu'est-ce que l'O.N.U. ?

*

Tout d'abord, un ensemble de structures imposantes, presque respectables en quelque sorte, au service exclusif de quelques grandes puissances contrôlant, dirigeant, suscitant tout ce qui peut accroître encore leur influence sur l'un quelconque des points du globe, rejetant tout ce qui risque de leur nuire. En bref, l'O.N.U. est un instrument de domination, une espèce de « sordide bourse des valeurs politiques internationales ».

Depuis 20 ans, cet organisme, loin de concourir à la paix, n'a cessé de participer à de nombreuses interventions armées, justifiant en bloc les ambitions, les tractations et les exactions de certaines puissances en mal de colonisation et d'exploitation. Depuis 20 ans, jamais le monde n'a été plus à la merci d'un ramassis de paranoïaques, jamais la perspective d'un anéantissement total de l'humanité n'a été plus réelle.

Le bilan de l'action de l'O.N.U. est un bilan négatif : que ce soit en Corée, au Congo, à Chypre, elle est intervenue militairement, aggravant encore la pagaille existante, disposée à soutenir le premier apprenti dictateur venu pourvu qu'il soit disposé à « rentrer dans le rang ». Tous les accords, bien fragiles et de bien faible portée certes, qui ont mis fin à de sanglants affrontements, ont été conclus en dehors de l'O.N.U. (armistice de Corée, « paix » en Indochine et en Algérie...).

*

Pour nous, anarchistes, la faillite de l'O.N.U. est la preuve, la preuve irréfutable, qu'une certaine conception du monde et des rapports humains est, elle aussi, en train de faire faillite.

A ce rassemblement de nations hypocritement unies, afin de poursuivre une politique d'exploitation et d'aliénation, nous opposons l'Internationale des Travailleurs, seule base sur laquelle se construira le monde futur.

DANS CE NUMÉRO, VOUS LIREZ :

Sont-ils des assassins ?
Le cadre de l'agitation étudiante
Le passage difficile
Les origines de notre journal

LA FUREUR DE VIVRE

LES politiciens, les économistes, les hommes qui organisent notre désordre gèrent notre vie matérielle et même morale dans les cas où on ne les combat pas. Ils gèrent une entreprise, une collectivité, une nation de la même façon, ce qui les intéresse le plus, et de très loin est l'augmentation constante de la production et de leurs bénéfices. L'homme n'est pour eux qu'un moyen de faire fonctionner leurs bureaux et leurs usines.

Si le Français moyen a fait un grand pas vers un niveau de vie confortable, il n'en est pas de même pour son évolution morale. Il faut dire que cette performance est tout au déshonneur de nos « supers hommes » qui cultivent l'appauvrissement intellectuel comme un bouillon de culture. Leur grande Presse, qui se trouve être la nôtre, participe largement à ce travail psychologique. Ainsi, le Français moyen arrive à s'exalter pour un mariage princier ou pour une victoire de l'équipe de France en rugby. D'autres fois, les « France - Soir », « Paris-Jour », « Parisien », etc., nous permettent de nous indigner, non contre la politique, mais contre des problèmes sociaux que le gouvernement ne veut pas résoudre rationnellement. Et on peut lire de plus en plus à la une des journaux : « Bernard, 18 ans et demi, assassine un chauffeur de taxi de 67 ans. » La Presse va ainsi alimenter ses lecteurs et rejeter la responsabilité de la société sur une jeunesse à la dérive. Pour appuyer cette théorie, on va même jusqu'à se saisir du témoignage paternel comme cet exemple : « Je suis le père de l'assassin. Je n'ai plus la moindre illusion, a murmuré, avec une incroyable lassitude, un grand monsieur distingué, aux cheveux gris, fort digne et arborant le ruban de la Légion d'honneur ». (Sic). On pourrait citer beaucoup d'autres exemples sur des faits attribués à de jeunes inadaptés. Que ce soit des jeunes du Quartier Latin ou d'Ivry, tous seront rejetés par la Presse sans autre forme de procès que celui de la justice bourgeoise.

A notre époque, le pourcentage des jeunes déséquilibrés va croissant. La grande majorité de la jeunesse ne trouve aucune sécurité dans les familles qui doivent ou préfèrent se préoccuper d'autres soucis que ceux d'éduquer leurs enfants. Alors ces jeunes vont créer un monde à part. Leur monde qui sera un signe de révolte. Ce monde de terreur sera soutenu par la Presse et le cinéma. C'est un excellent moyen publicitaire pour faire vendre et cela est le but des marchands de papier ou autres commerçants.

Pour rester dans cette même ligne et pour ne pas être en marge de la société, M. Richard, directeur du Comité de l'éducation surveillée, nous dit : « On a vite fait d'incriminer la société industrielle. Bien sûr, les tentations se multiplient en même temps que les structures propices à la délinquance. Mais les statistiques ne doivent pas nous tromper. On enregistre aujourd'hui comme délit à l'encontre des personnes des actes que l'on qualifiait autrefois de simples bagarres. Nos exigences morales ont sans doute augmenté ». Nous pouvons constater et déplorer que les personnes hautement qualifiées et surtout habilitées pour résoudre ces problèmes trouvent une explication simple et rapide. Nos exigences morales n'ont certainement pas augmenté mais le rythme de notre vie est en opposition avec l'entendement humain.

Au lieu de proclamer l'armement ou le désarmement entre les nations, on devrait faire la paix entre les hommes. Au lieu de réaliser des pactes économiques, et soi-disant sociaux, il vaudrait mieux mettre en pratique les moyens existants pour lutter efficacement contre l'inadaptation de ces jeunes qui feront un jour des Hommes. Nous arriverons à de meilleurs résultats qu'en nous opposant aux gouvernements minoritaires de tous les pays car ceux-ci n'ont pour seule préoccupation que celle de défendre leurs intérêts et non ceux des hommes.

Michel MICHOT-LAZARSKI.

UN HOMME QU'ON NOMMAIT GERLIER

J'AI sous les yeux l'article que le « Progrès de Lyon » a consacré au décès du cardinal Gerlier. Des mérites de l'homme dans la cité, du prêtre, je ne dirais rien car tel n'est pas mon propos. Mais ce qui m'a frappé dans cet article, c'est le silence du grand journal régional de la bourgeoisie, sur les états de service du cardinal dans la résistance. Non pas que je me sois subitement converti au résistancialisme, mais j'ai encore dans l'esprit les articles indécents de la presse de gauche à la Libération. Cette presse toute neuve était empressée de se dédouaner auprès des notables dont l'attitude avait été équivoque pendant quatre ans. Elle entendait se servir d'eux, qui représentaient la grande bourgeoisie d'affaires, pour se faire introniser. Elle ne manqua pas de monter en épingle quelques actes de circonstances commises en 1944 (chacun alors avait son juif pour alibi) afin de rattacher Gerlier à la cohorte des ralliés de la dernière heure qui braillaient plus fort que les autres.

J'ai, à cette époque, remis les choses au point dans notre journal, un peu brutalement peut-être, ce qui me valut une lettre d'injures, anonyme comme il se doit, et qui fut édifiante pour nous faire comprendre les détours qu'emprunte le Seigneur pour faire parvenir sa « vérité » aux pauvres pêcheurs que nous sommes !

Gerlier est mort ! Je serais tenté de prononcer la formule rituelle dont usent ses sectateurs « Paix à son âme », si je pensais que ce vœu pieux puisse avoir une quelcon-

que efficacité sur son confort au sein de notre terre nourricière. Disons simplement qu'une vie est composée de multiples aspects et que pour moi qui, à Noël 1941, « tirait » à Montluc la bagatelle de vingt ans de réclusion pour mutinerie, à l'annonce du décès du cardinal Gerlier, c'est un des aspects de la carrière de cet homme qui m'est revenu à l'esprit.

Le 25 décembre 1941, les détenus de la prison de Montluc s'entassaient dans le réfectoire. Dans le fond de la pièce, entouré de l'état-major de la prison, un homme vêtu de pourpre, les épaules recouvertes du surpli brodé, le « chef » coiffé de la mitre, parle. Il s'apitoie sur les malheurs de la France. Il dénonce les coupables ? Nous ! Il clame le remède aux maux qui se sont abattus sur le pays ? La fidélité à Pétain ! Nous sommes devant lui, rebuts de l'humanité, appelés à la dure expérience de la souffrance et il clame que c'est juste, que pour nous il n'existe qu'un seul salut, nous tourner vers Dieu et implorer la miséricorde de nos bourreaux. Cet homme, c'est le cardinal Gerlier qui, un jour de Noël, n'a pas craint de salir sa robe pour descendre auprès de la chourme afin d'y accomplir une œuvre de basse police.

Pour me faire assister à cette cérémonie, on m'avait extrait de mon cachot et enchaîné j'écoutais le pitre.

Jamais dans ma vie, je n'ai eu autant envie de tuer un homme !

Maurice JOYEUX.

Simple arithmétique ! 1+1 = 2

• Si chaque abonné n'apportait seulement qu'un autre abonné dans le courant de l'année

LE NOMBRE DE NOS ABONNES DOUBLERAIT !

Est-ce possible ?

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction - Administration

3, rue Ternaux. PARIS-XI

Tél. : VOL. 34-08

C.C.P. Librairie Publico

Paris 11.289-15

ABONNEMENT

A 12 NUMEROS

France 10,00 F.

Etranger 11,50 F.

A PROPOS DE LA LOI-PROGRAMME MILITAIRE

SONT-ILS DES ASSASSINS ?

« Les crimes les plus atroces contre l'humanité ont été commis au nom de l'ordre, pas au nom de la rébellion. »

DE Gaulle ? Et Pompidou ? Et Messmer ? Et Debré ? etc... La liste pourrait couvrir les douze pages du « Monde Libertaire » et bien plus encore. La réponse à cet ensemble de questions est : certainement oui. Bien faible réponse puisque même avec les techniques de l'âge de pierre un homme d'Etat demeurerait un assassin en puissance, par logique de la fonction.

Mais un assassin à la petite semaine, même lorsque cette semaine est sanglante. Bien que ni Simon de Montfort, ni Hitler, ni Staline, ni M. Thiers, ni de nombreux autres héros autoritaires ne se soient particulièrement souciés de travailler en gros ou en détail, leurs œuvres péchaient par leur faible niveau de productivité. Maintenant les mots usuels sont inapplicables et peut-être ne servirait-il pas à grand-chose d'en inventer d'autres qui n'auraient que peu de chances de toucher l'imagination des futurs assassins.

Détail, demi-gros, gros ; peut-on accepter ces syllabes pour désigner une menace quasi universelle ? Assassin ? Est un assassin celui qui prémédite et exécute la destruction d'un être humain. Un seul. Pour dix, pour cinquante mille, pour vingt millions nous ne disposons que du même mot.

L'essentiel n'est d'ailleurs pas d'en chercher un autre, mais surtout de mettre un terme définitif aux activités de ceux qui méritent le titre. Ceux-là ne sont pas spécialement parqués dans l'hexagone gaullois, mais commençons donc à nous occuper des plus proches.

De Gaulle n'est pas le premier à posséder une bombe atomique ; les gouvernements des U.S.A. (accompagné de celui de la Grande-Bretagne) et de l'U.R.S.S. l'ont déjà précédé dans cette voie pavée d'arrière-pensées apocalyptiques. Ces deux-là ont accumulé assez de matériel pour passer à la bombe l'ensemble des terres émergées, comme on passe un crâne pouilleux au peigne fin. On en déduit que l'un et l'autre savent qu'ils auraient peu de chance d'en réchapper et que cet équilibre dit de la terreur devient le meilleur garant d'une paix armée, certes boiteuse, mais point trop destructrice.

Admettons-le, bien que ces spéculations ne tiennent pas compte de la confiance que quelques élites-sic peuvent mettre dans l'efficacité des abris et des stocks qui leur sont réservés, ne tiennent pas compte non plus du fanatisme militariste dont

l'expérience montre qu'il n'est pas encore devenu une pièce de musée, pas plus que la sottise ; or la sottise armée de bombes H tue plus sûrement que le ridicule.

Admettons-le tout de même. Mais alors De Gaulle n'a plus rien à faire dans cette galère gouvernée par deux gendarmes se détestant cordialement et comme dit la chanson : « ...c'est ce qui l'emmerde ! »

Dans une certaine mesure, si monsieur De Gaulle n'existait pas, il faudrait l'inventer (à condition de pouvoir le renvoyer à la trappe après usage... et de ne pas oublier d'agiter avant de s'en servir) pour montrer, aux patriotes sensibles et pleins de bonnes intentions, le vrai visage du patriotisme : la négation de toute personnalité... sauf une, la négation de toute collectivité, l'exaltation d'un pur mythe qui ne peut conduire qu'au « sacrifice suprême », au suicide. Pour monsieur De Gaulle, le suicide collectif est un des beaux-arts, peut-être même le seul. Rendons-lui cet hommage, car il ne craint pas de montrer ainsi que le patriotisme, c'est un squelette de masochiste.

Malheureusement, quand l'affaire est faite, un squelette de masochiste ressemble à n'importe quel autre squelette... s'il reste des squelettes.

Pour la grandeur de sa patrie, la grenouille De Gaulle veut ses bombes H à n'importe quel prix. Grenouille ! que ce mot ne vous fasse pas sourire ; le pisse-froid décrépi a oublié La Fontaine, s'il l'a jamais lu.

La stratégie est sommaire : celle qu'on peut attendre d'un cerveau en uniforme. Si les armées soviétiques classiques approchent des frontières françaises, J'appuie sur le bouton ; les Mirages (aujourd'hui) ou les fusées (demain, c'est-à-dire dans dix ans au moins), passeront ou ne passeront pas (et nous avons certainement intérêt à ce qu'aucun ne passe) à travers la défense russe. Ceux qui passeront se dirigeront vers des objectifs démographiques. Qu'en termes galants...

L'ignoble Messmer n'a même pas eu le courage d'avouer clairement à quelle politique il travaille ; puisque Je ne suis pas assez fort pour fabriquer assez de vecteurs capables de transporter sûrement assez de bombes sur des objectifs militaires ou industriels de l'ennemi présumé (auquel cas les populations civiles seraient déjà sérieusement « écorchées »), Décide a priori de ne M'attaquer qu'aux

populations civiles... et tant pis pour les militaires qui se trouveront par-là, ce sera de leur faute et non de la Mienne. Je le dis assez fort pour que l'ennemi présumé M'entende, mais en termes voilés, à l'aide d'euphémismes pimpants, pour ne pas effrayer les cœurs sensibles qui M'entourent ; ces salopards seraient capables de tout gâcher.

Lorsqu'on en arrivera à ce stade du déroulement des opérations (s'ils ne l'ont pas fait avant, puisqu'ils sont prévenus) les homologues presse-boutons enterrés d'en face n'auront à prélever sur leurs stocks que quelques fusées porteuses de bombes de 20, 30 ou 50 mégatonnes d'équivalent-T.N.T. judicieusement réparties pour que leurs explosions à une cinquantaine de kilomètres d'altitude réduisent en cendres, en quelques minutes, quasiment toute la superficie et tous les habitants du territoire français ; éclaboussant par la même occasion les riverains de Belgique, Luxembourg, Allemagne, Suisse, Italie, Espagne, Andorre et Monaco... sans huis-clos et sans frais, par-dessus le marché (aussi on n'a pas idée de demeurer si près d'un hurluberlu et de le laisser débloquer à son aise).

Tout cela parce que monsieur De Gaulle désire pêter plus haut que son cul.

Quand on atteint ce niveau dans la hiérarchie de la criminalité, il n'est pas nécessaire d'avoir exécuté ce qu'on prépare pour mériter le titre d'assassin. La seule préparation suffit. Après l'exécution nous ne serons plus là pour demander des comptes.

Pour nous débarrasser de nos assassins, certains proposent qu'on les expédie en bloc, De Gaulle et fanfare en tête, sur le champ de tir polynésien où ils vérifieraient de tout près le bon fonctionnement de la première bombe H française... qui serait ainsi la dernière. Mais ne serait-ce pas payer bien cher la mise au rancart d'une cohorte de déblés mentaux et d'un mégalomane sénile ?

Marc PREVOTEL.

Le directeur de la publication, Maurice Laisant.



Imprimerie Centrale du Croissant
19, rue du Croissant - Paris (2^e)

« JE SUIS NÉ
PAUVRE
JE MEURS
PAUVRE »

UN militant ouvrier vient de nous quitter — Adolphe Sidro, secrétaire général de la Fédération des Employés... Sidro n'était pas un anarchiste mais souvent notre route avait croisé celle de ce syndicaliste au cours de ces trente dernières années. Sidro, qui s'est vu partir, a eu le temps de tracer quelques lignes destinées à sa vraie famille, LE MOUVEMENT OUVRIER, et ces quelques lignes sont dignes de figurer dans une anthologie de la littérature ouvrière. Sidro nous dit : « Je suis né pauvre et je meurs pauvre » — c'est vrai — quarante ans de lutte ouvrière, vingt ans de responsabilités syndicales... Sidro est mort pauvre...

Il était bon de le dire, à une époque où il suffit à n'importe quel petit conard de montrer son cul pour faire figure d'anticonformiste, à une époque où le confort intellectuel et le confort bourgeois s'additionnent pour fabriquer des nihilistes de facultés qui se répandent dans tous les mouvements ouvriers y compris le nôtre pour se « défouler » de leurs complexes en pratiquant de l'exhibitionnisme à bon marché avant d'aller grossir dans les provinces le lot des notaires, des morticoles et des chefs de service et qui demain seront des « notables ». Il était bon de rappeler ici à l'occasion de la mort de Sidro et en se servant de son exemple, de sa vie, la différence qui existe entre un syndicaliste militant qu'il soit libéral ou simplement syndicaliste et cette « petite graine de révolutionnaire » qui passe dans le mouvement ouvrier avec la mise incomprise « des Rimbaud de pacotille » avant d'être engloutie par la machine à digérer les imbéciles.

Quarante ans de vie militante... Sidro est mort pauvre. Gageons que nous attendrons moins longtemps pour voir installer dans les pantoufles de papa toute cette petite merde dont je vous ai entretenu plus haut.

MONTLUC.

Louise Michel est morte il y a soixante ans

NOUS savons bien que les anniversaires qui reviennent à date régulière ne signifient pas grand-chose et qu'en vérité l'enseignement que nous ont laissé nos militants gagne à être médité dans des moments opportuns qui ne sont pas seulement ceux que nous réservent le calendrier.

Louise Michel, la bonne Louise qui fut tout autre chose qu'une théoricienne évoque pour tous, le combat révolutionnaire allié à une sensibilité qui lui fit épouser la misère de son époque et c'est au moment du paroxysme, lorsque l'homme jette dans la bataille ses ressources dernières, que cette figure légendaire s'impose à lui pour le soutenir dans son effort.

Il faut croire que tous, n'ont pas nos scrupules et c'est curieusement au moment où les politiciens s'agitent autour des urnes pour en faire sortir sous les yeux ébahis du badaud, un mouton à cinq pattes, que le parti communiste choisit pour exploiter par le jeu des anniversaires la popu-

larité profonde que Louise Michel a conservée auprès de la population ouvrière.

De Jeanne d'Arc à Louise Michel ? Et on disait qu'ils avaient changé. En vérité staliens ou pas, ils sont restés les mêmes. Il faut lire pour s'en rendre compte l'article que l'Humanité publie et qui commente la manifestation anniversaire que le parti communiste organisait à Levallois-Perret. La demoiselle chargée de ce travail dans la feuille communiste, met le paquet. Le plan de stabilisation, l'unité électorale, De Gaulle, le tout clôturé par un abrégé de la vie de Louise Michel qui vaut son pesant de roubles. Cette demoiselle a tout de même réussi à boucler ses trois colonnes sans jamais dire à ses lecteurs que Louise Michel était une militante anarchiste et que, par conséquent, elle ne prenait pas part à la comédie électorale. Tout au plus, la voyons-nous baissant pudiquement ses yeux sur ce gros péché, nous révéler en confiance que Louis Michel aveuglé par sa haine contre les ennemis

de la République devint « utopique sur la fin de ses jours ».

Bien sûr, quelle importance nous direz-vous, tout cela ne trompe personne et certainement pas les électeurs de Levallois. Mais si nous parlons de cette affaire ici, c'est d'abord pour nous étonner que le Parti Socialiste comme le P.S.U. se soient prêtés à une telle mascarade et pour constater ensuite non pas l'impudence des responsables communistes, personne ici ne se fait d'illusions sur les dirigeants de ce parti pourri jusqu'à la moëlle, mais sur l'incroyable jobardise des militants qui permettent de telles escroqueries morales.

La bonne Louise, elle aurait bien rit de se voir « utilisée » pour une telle besogne et, excellente institutrice, gageons qu'elle aurait renvoyé la collaboratrice de l'Humanité non seulement à son livre d'histoire du Mouvement ouvrier mais à l'étude d'un précis de morale élémentaire.

Le Groupe LOUISE MICHEL.

A rebrousse-poil

par P.-V. BERTHIER

VAUDEVILLE UNIVERSEL

On rapporte sous toutes réserves ce propos que Khrouchtchev aurait tenu dans la retraite où l'a rejeté le petit coup d'Etat du 14 octobre : « Ce n'était pas la peine de m'évincer puisqu'ils [ses successeurs] suivent la même politique que moi. »

Ou bien cette réflexion est inventée de toutes pièces, ou bien sa destitution a privé Nikita de toute perspicacité. Un vieux renard comme lui ne peut ignorer que, le plus souvent, si des hommes d'Etat en font trébucher d'autres et les « défenestrent » afin de prendre leur place, ce n'est pas pour changer la politique, mais pour savourer à leur tour la volupté du pouvoir.

Il est probable que si, en 1944, Pétain et Laval avaient été maintenus au gouvernement de la France, ils eussent fait à peu près la même politique que pratiqua de Gaulle, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur ; la rapidité avec laquelle la plupart des pétainistes devinrent alors gaullistes semble le démontrer.

En revanche, le pouvoir peut rester entre les mêmes mains et la politique changer néanmoins du tout au tout : Khrouchtchev doit se souvenir d'un temps où Staline détenait seule toute

autorité, où cependant les alliances et les orientations étaient parfois inversées en vingt-quatre heures, le dictateur prenant soudain à son compte des options et des choix qu'il avait condamnés la veille et dont il avait fait fusiller les partisans.

La stabilité gouvernementale peut donc aller de pair avec la versatilité politique, et la stabilité politique résister aux chassés-croisés ministériels ainsi qu'aux crocs-en-jambe que se font les hommes d'Etat.

En somme, Nikita fredonnerait le vieil air de Lecocq :

C'était pas la peine, assurément,
De changer de gouvernement !

Si c'est son opinion, ce n'est probablement pas celle de Brejnev et de Kossyguine.

Autre exemple : au Vietnam du Sud, les cliques de généraux ne se succèdent-elles pas au pouvoir sans que la politique de Saigon en soit sensiblement modifiée ?

Cela dit, il ne faut pas généraliser. Il arrive que la politique change lorsque change le gouvernement. Nul ne saurait prétendre que Hitler n'a rien retouché à la politique allemande après Weimar...

Et si le Vietcong s'empare du pouvoir à Saigon, il est douteux que la situation politique n'y soit pas bouleversée...

L'étonnement de Nikita, s'il est authentique, est celui d'un naïf. On peut fort bien renverser un politicien pour lui prendre à la fois sa place et son style. Tout au contraire, on peut fort bien s'appuyer sur Pierre pour faire triompher Paul. Il ne faut jamais s'étonner de ces choses-là.

Nous avons vu des gens se faire élire par la gauche pour servir la droite, piper les voix du peuple et devenir les valets de la bourgeoisie ; et certain général évacuer l'Algérie après l'avoir proclamée « française à part entière ». Dans le même ordre d'idées, le rapprochement entre de Gaulle et Mao Tse-toung, c'est-à-dire entre Maurras et Marx, n'est pas plus surprenant que celui du roi de France et du Grand Turc.

Seuls, les naïfs, dans ces liaisons étranges, veulent voir des infidélités : la raison d'Etat justifie les pires cocufiages politiques ; elle est le ressort comique d'un vaudeville universel. On croit que Machiavel est dans la coulisse, alors qu'en réalité c'est Feydeau.

Les expériences sur les êtres vivants

CRIMES QUOTIDIENS DES LABORATOIRES

UN mouvement qui se passionne — c'est l'esprit de sa philosophie — pour le présent et l'avenir de l'humanité et situe au premier plan de ses campagnes et de ses revendications la liberté et les possibilités du bonheur pour tous les humains doit, en toute logique, étendre sa sollicitude à tous les êtres vivants. L'anarchisme — c'est sa tâche et c'est sa grandeur — entend travailler à la libération de tous ceux qui languissent sous le joug, un joug souvent cruel et obstiné.

A ce titre, il doit s'inquiéter du sort de tant d'animaux que « la Providence divine » — comme disent les croyants — a livrés sans défense aux mains du « roi de la création » pour qu'il en tire, tant pour ses besoins qu'au gré de sa fantaisie, tous les avantages possibles.

L'omnipotent bipède n'a pas manqué, là encore, d'arracher aux races asservies tout le profit que lui permettaient sa puissance et son intelligence. Sous son règne les bêtes ont connu, depuis les temps les plus reculés, la dure étreinte du tyran. Le labeur écrasant, les coups, les privations, toute la gamme des souffrances et des angoisses ont été le lot des êtres dont il eût dû faire ses amis et non pas ses esclaves. On connaît les méfaits — ils sont quotidiens — d'une domestication dont pâtissent toutes les espèces que l'homme a pu attacher au char du vainqueur et qui, depuis des siècles ont été — et sont toujours — pour une illusoire civilisation, ses serviteurs et ses victimes. C'est dans une mesure dérisoire que le temps a rendu moins douloureuse l'existence de ceux qui sont nos frères, qualifiés d'« inférieurs » par l'orgueil humain.

Nous ne nous étendrons pas aujourd'hui sur tant de maux dont l'homme est responsable. Nous nous arrêterons à celui qui tient — et dans des branches toujours nouvelles et des proportions croissantes — le premier rang dans le martyrologe des bêtes : la vivisection.

Beaucoup ignorent encore la signification exacte de ce terme et ses diverses acceptions et il est nécessaire que nous en précisions le sens et le caractère. Ce mot de vivisection qui, étymologiquement, désigne toute ablation d'organe, tout sectionnement de chair à même l'être vivant, comprend maintenant en fait toutes les expériences et toutes les tentatives (affamations, greffes, inoculations, etc.) qu'on exécute sur les animaux dans un but de « connaissance scientifique ou médicale », ou par intérêt industriel et commercial. Des années d'investigation attentive et rigoureuse nous ont permis d'en connaître les ramifications, d'en pénétrer les intentions et les formes, d'en découvrir aussi les horreurs...

Sous cette appellation d'expérience se cachent les plus épouvantables supplices qui se puissent concevoir. Ces manœuvres, qu'entoure un halo mensonger, on les pratique dans tous les pays du monde où la science est maîtresse. Il n'en est pas, parmi ceux qui se disent « civilisés » qui ne possèdent des centres de recherche et de fabrication, des autres où des bourreaux qui s'affublent du nom de savants, torturent impunément la chair animale pour la gloire ou le gain, voire même par pur sadisme. Ils opèrent aussi bien dans les instituts dits « d'hygiène » pour la découverte et la préparation de « produits de beauté » que dans les officines où la pharmacopée qui gouverne la médecine, imagine et triture les « remèdes » les plus abracadabrants. Mais leur œuvre criminelle atteint son paroxysme dans les laboratoires où l'on a la prétention de grandir le domaine de la science ou de trouver le secret de nos maladies en « interrogeant » par le bistouri, la seringue ou le scalpel les animaux prédestinés, depuis les souris, les rats et les cobayes jusqu'aux grands quadrupèdes en passant par les singes, les chats et les chiens. On sait pertinemment l'hérésie de la méthode et ses déductions

abusives (nous y reviendrons), l'erreur physiologique commise en assimilant les organismes animaux aux organismes humains. Mais le faux apparentement, avec le bluff et le mensonge de l'anesthésie sont parmi les couvertures cyniques des vivisecteurs. Quant à l'utilité thérapeutique de tant d'épreuves monstrueuses, des savants autorisés, des professeurs, des médecins et des praticiens consciencieux (nous en reparlerons) en ont depuis longtemps dénoncé et stigmatisé l'hypocrisie et l'inanité. La preuve est faite qu'il s'agit là d'un crime gratuit que les gouvernements tolèrent ou encouragent, abusant de l'ignorance du public et le trompant par une malhonnête et perfide propagande. Nous reviendrons sur ce douloureux problème, car il doit émouvoir tous ceux qui condamnent la peine et l'assujettissement, qui ne peuvent admettre que des humains sans entrailles prodigent, dans l'indifférence ou la complicité, la souffrance et la mort.

Mais il faut, d'ores et déjà, qu'on sache que c'est par millions chaque année que se chiffre le nombre des bêtes sacrifiées dans les maisons de torture au nom de l'intérêt, de la thérapeutique ou du progrès !

Stephen MAC SAY.

Nota. — Sur cette troublante question de la Vivisection, notre camarade Stephen Mac Say a publié un ouvrage de plus de 300 pages, particulièrement documenté : **La Vivisection, ce crime !** On peut se procurer ce livre, au prix de 6,50 F, à notre librairie **Publico** où il est vendu au bénéfice du **Monde Libertaire**. Sur demande, adressée à S.M.S. 18, Gourdez-Chartres (E.-et-L.), l'auteur enverra gratuitement des tracts documentaires, dont « Pour les bêtes martyres » et « L'Enfer des laboratoires ».

N.D.L.R.

L'ANARCHISME ESPAGNOL

par Gui SÉGUR

« L'homme révolté est le seul être sans uniforme que l'on puisse évoquer. A ce titre, il est le valeureux responsable, l'incroyable rêve, le guerrier attendu... »

Adrian MIATLEV.
1952

VII — PROPAGANDE PAR LE FAIT (1^{ère} Partie)

● PROLEGOMENES A L'ETUDE DU TERRORISME INDIVIDUEL EN ESPAGNE

Notre essai d'étude du terrorisme individuel en Espagne nous amène à définir l'acte de révolte et son processus de déclenchement.

L'anarchisme est, avant toute autre définition, une philosophie de l'existence, une ligne de conduite sous n'importe quel régime. Ceux qui réduisent notre pensée à une doctrine d'organisation sociale et économique commettent une erreur. Au cœur de notre action est la révolte. La révolte n'est ni une philosophie, ni une morale, mais un cri, le cri déchirant de la révolte qui est davantage intuition qu'intelligence raisonnée. Etre un homme, c'est être révolté, et Camus précise : « La révolte est le mouvement même de la vie, on ne peut la nier sans renoncer à la vivre. » Bakounine introduisit au cœur de la révolution le principe nu de la révolte : « La tempête et la vie, voilà ce qu'il nous faut. Un monde nouveau, sans lois, et par conséquent libre. » La révolte est lyrique, la révolution est dialectique. La révolte est élan, la révolution est calcul. Ainsi, parce qu'elle est spontanée, la révolte est en soi sa propre justification, elle ne s'explique à posteriori. Elle est en dehors de l'ordre, un éclatement originel affolé, une démesure. C'est pourquoi elle ne peut être un enseignement. Notre révolte est née face à ce monde qui transfigure l'homme innocent et meurtrier. Nous ne pourrions jamais nous contenter de cette chose monstrueuse : notre innocence punie.

Historiquement, le terrorisme anarchiste représente « la descendance directe de Stirner », référence philosophique. Mais, il est aussi et surtout l'acte pur, l'acte purificateur, l'acte expiatoire de la créature innocente traquée dans ce monde en agonie, l'acte instinctif qui surgit du fond du temps et de l'être... « La nuit touche à sa fin, une aube va se lever qui n'est pas celle des révolutions, mais de l'insurrection. L'insurrection est en elle-même une ascèse, qui refuse tous les comforts. L'insurgé : sa vraie vie est dans la solitude où il assouvi sans frein l'appétit d'être qui est son seul être ». Ce que Camus désigne sous le terme « appétit d'être », Nietzsche le nomme « volonté de puissance » : « Le désir le plus redoutable et le plus profond de l'homme est son besoin de puissance, c'est ce qu'on appelle la liberté ».

La révolte débouche sur la justification du crime, tous les révoltés nihilistes « courent aux confins, ivres de destruction » (1). Bakounine, qui mourra à la veille de l'épopée terroriste russe (1876), et bien qu'ayant désavoué les attentats individuels, n'en écrit pas moins que « la passion de la destruction est une passion créatrice », que « la joie de détruire

est une fête sans commencement ni fin ». Je comprends le conflit qui déchire Bakounine : l'efficacité révolutionnaire en lutte contre l'instinct, l'intelligence contre le cœur, mais je pense cependant que le propre de l'insurgé (et aussi le propre du poète), est de ne jamais séparer l'acte de création et l'acte de destruction. « Encore quelques années, et les fortunes des doctrines modernes, des philosophies exangues, des religions pétrifiées, des politiques tortionnaires qui gardent l'humanité entière dans leurs murs comme un trésor mourant d'être privé de jour, s'écrouleront comme château de cartes ou châteaux de sable, sapés par les vagues d'une marée matinale et étrange » (2).

Le terrorisme acrate espagnol se différencie essentiellement du nihilisme russe. Le « tout est permis » de Netchaïev n'a jamais eu d'écho en Ibérie. Le mouvement anarchiste espagnol n'a jamais possédé de sections terroristes telles, par exemple, que « Narodnaïa Volia » (« Volonté du Peuple ») créée par Tchévrière, et où militaient entre autres le propre frère de Lénine, Alexandre Oulianov et l'assassin-poète Kalayev. L'hymne à la destruction universelle de Androuchkine illustre l'aventure nihiliste russe. En Russie, les groupes terroristes étaient formés d'intellectuels, en Espagne, des ouvriers et des artisans constituèrent la majorité des effectifs des sections qui pratiquèrent le terrorisme. Chez les Russes, la violence était tournée contre tous, au service d'une idée abstraite, chez les Espagnols, l'acte perdait sa gratuité pour revêtir la valeur de l'exemple. Voici quelques jours, Hubert Juin (3), traitant du régime dictatorial de Batista à Cuba, décrivait « ...un peuple terrorisé, tremblant, pleurant ses morts en silence. Et, par-dessus, quelques jeunes hommes décidés, mais qui ne savent pas très bien pourquoi ils se battent, sinon pour une idée romantique qui est celle de la liberté (sans que la question de savoir à quoi peut servir cette liberté se pose à eux) », et il soulignait « ce singulier divorce entre des idées imprécises et des actes d'une précision révolutionnaire évidente ». Je pense que l'action des terroristes russes pourrait aussi correspondre à cette image ; en aucun cas nous ne pourrions traiter de même façon, le terrorisme espagnol.

Avant de parler, sommairement, du Congrès de Londres, rappelons que la première tentative de propagande par le fait lui est antérieure, et avait eu lieu à Bénévent, en avril 1877. C'est en effet dans ce village italien que fut réalisé le premier essai d'application d'un mode de propagande appelé à marquer de façon durable l'action libertaire. Les révolutionnaires italiens étaient arrivés à cette idée que la propagande sous les formes orales et écrites était devenue insuffisante. Désormais, il fallait faire des « leçons

de choses de socialisme » (4). C'est à la suite du Congrès de Berne que Cafiero et Malatesta établirent leur plan d'action, et choisirent le massif montagneux qui touche à la province de Bénévent comme théâtre d'opération. Le 5 avril 1877, une trentaine d'anarchistes armés, ayant à leur tête C. Cafiero, E. Malatesta et C. Ceccarelli, firent leur apparition dans la province italienne de Bénévent. Ils détruisirent les registres de la propriété d'un petit village, mais, traqués par les carabinieri, ils furent capturés quelques jours plus tard (5). Paul Brousse, relatant l'action, écrivait le 5 août 1877, dans le « Bulletin de la Fédération Jurassienne » : « L'idée sera jetée, non sur le papier, non sur un journal, non sur un tableau, elle ne sera pas sculptée en marbre, ni taillée en pierre, ni coulée en bronze : elle marchera, en chair et en os, vivante, devant le peuple. » En France, diverses publications libertaires prônent la propagande par le fait : « La Révolution sociale », « La Lutte », « Le Drapeau noir », « La Varlope »... Enfin, le 14 juillet 1881, 31 congressistes se réunissent à Londres. Ils représentent 56 fédérations et 46 sections ou groupes non fédérés. Deux résolutions sont adoptées : la constitution d'un bureau international de renseignements, siégeant à Londres, et le « programme de Vevey », dénommé « Charte de la propagande par le fait ». Ainsi, le Congrès de Londres inaugure l'ère des attentats, et aboutit à l'autonomie absolue des Fédérations régionales : « En sortant du terrain légal pour porter notre action sur le terrain de l'illégalité qui est la seule voie menant à la révolution, il est nécessaire d'avoir recours à des moyens qui soient en conformité avec ce but. »

Les attentats de Barcelone

La période qui s'étend de 1888 à 1909 est la plus confuse et la plus mal connue de l'histoire du mouvement libertaire espagnol. Nettlau dira que ce qui caractérise essentiellement cette période, c'est la tentative pour importer de France le « communisme anarchiste », avec son organisation centralisée et son comité directeur secret. Ces idées heurtent violemment les fédérations de « collectivistes ». A la suite de violentes discussions, le mouvement anarchiste espagnol se scinde pratiquement en deux. Un groupe de « communistes anarchistes » se consacre alors au terrorisme. (L'anarcho-syndicalisme sera un compromis, mais les dissensions qui accompagneront la création de la F.A.I., montreront que cette formule n'est pas pleinement satisfaisante.)

L'action terroriste des libertaires espagnols se décompose en deux vagues principales. La première débute avec l'attentat contre le général Martinez Campos pour se terminer par l'assassinat de Cánovas

del Castillo (1897). La seconde se prolongera jusqu'en 1923.

Le 24 septembre 1893 (et non 1892, comme l'indique Peirats), le XIX^e siècle espagnol s'éveille brusquement au bruit de la dynamite anarchiste. Paulino Pallás Latorré vient de lancer la première bombe contre le Capitaine Général de Catalogne.

L'attentat a été préparé pour le jour des festivités de « Nuestra Señora de la Merced », car, ce jour-là, les soldats de la garnison de Barcelone, comme il est de coutume, prêtent serment de fidélité à la Patrie (Jura de bandera).

Le Capitaine Général de Catalogne, le Général Martínez Campos se dirige vers la tribune officielle, accompagné de son aide de camp Bustos, et des Généraux Castellvi et Molins. Paulino Pallás parvient à traverser la foule qui envahit la Gran Via, et lance une bombe qui roule sous les pattes du cheval où elle explose, blessant légèrement le Commandant en Chef. Pallás, arrêté aussitôt, déclare : « Je suis le seul responsable, je suis satisfait de mon acte. » Il est « jugé » par un tribunal militaire, condamné à mort et exécuté.

Bien qu'il soit difficile de connaître le motif exact de notre camarade, il semble qu'il ait voulu venger deux journalistes anarchistes exécutés pour complicité dans le soulèvement de Jerez. La version espagnole officielle donne Malatesta (toujours lui!) comme responsable de cet attentat, ce qui ne peut être prouvé. Nous pouvons simplement préciser que Paulino Pallás Latorré appartenait au groupe libertaire « Benvenuto Salvá », dont de nombreux membres, et parmi ceux-ci, Malatesta et Baccherini, étaient italiens. Quelque temps auparavant, E. Malatesta avait organisé une grande réunion à Madrid pour y défendre ses conceptions sur la révolution violente, mais les principaux militants espagnols s'étaient tenus à l'écart. Il n'y aura toujours qu'un très petit nombre de libertaires, au début sous l'influence de Malatesta, qui pratiqueront le terrorisme. A Barcelone, un livre circule sous le manteau : « El Indicador Anarquista », et les compagnons de Pallás apprennent à fabriquer des bombes « Orsini ».

La nuit du 7 novembre 1893, éclatent les bombes de la vengeance, dont Pallás avait parlé à ses bourreaux, avant de mourir.

« Nos frères respirent sous le même ciel que nous, la justice est vivante... »

- (1) A. Camus.
- (2) A. Miatlev.
- (3) « Les Lettres Françaises », n° 1063.
- (4) J. Guillaume, « L'Internationale », tome IV, p. 116.
- (5) J. Maitron.

DE LA PSYCHOLOGIE A L'ANARCHIE

TOUTE lutte extérieure envisagée par l'homme est une réaction de son comportement intérieur. Tout être humain souffre et cherche une sécurité. Pour arriver à cette sécurité, il cherchera tous les moyens, et la plupart des actions « méchantes » viennent de cette recherche. Une question se pose. Pourquoi l'homme est-il bon, méchant, doux ou autoritaire ? Qui peut répondre et résoudre tous les maux dont souffrent les hommes et qui se reflètent sur notre société ? Car attention, un homme bon d'apparence, sera souvent un autoritaire, un autoritaire sera un faible, un faible sera un complexe, etc... La réponse est simple : la Psychologie. Elle est l'étude des phénomènes mentaux, quels qu'ils soient. Elle étudie les faits conscients et inconscients. Janet, disait : « Elle est Universelle, il y a des faits psychologiques partout. » La psychologie observe tous les comportements humains, intérieurs et extérieurs, elle recherche les motifs intérieurs et extérieurs de ces comportements. Elle est donc la science et l'art du comportement humain et il est donc im-

possible de la séparer des autres sciences humaines. Pierre Daco (1), nous pose la question. Pourquoi, la psychologie devrait-elle intéresser tant de personnes ? Il y répond, en disant que, « l'immense développement de cette science, correspond à un immense besoin ». Il nous explique que dans l'état actuel d'un monde désaxé, une recherche s'impose. Que voit-on autour de nous ?

Des maladies devenues véritables modes de vie, l'épuisement, la dépression, l'agitation, les sentiments d'infériorité, la crispation, la compétition hargneuse, l'agressivité, l'hostilité, la peur, l'angoisse, la recherche d'une supériorité à tout prix. Beaucoup de choses primordiales sont faussées, la sexualité, l'éducation, le climat social, les valeurs humaines. Ainsi, beaucoup d'hommes ne sont rien, face à ce qu'ils pourraient être. Face à toutes ces déviations, il n'y a qu'une solution. Avoir un bon équilibre physique et mental. Sans équilibre, rien ne peut être accompli, sans lui toute plénitude est impossible. L'équilibre est l'outil de la perfection humaine, ainsi G. Gurdjieff disait : « Tout dépend

de tout, toutes les choses se tiennent, il n'y a rien de séparé. Si les gens pouvaient changer, tout pourrait changer. « Mais pensez-vous que la société actuelle nous offre la possibilité de changer l'homme. La psychologie moderne est formelle ! Il faut changer l'éducation des hommes car l'éducation actuelle est basée sur un esprit de division. Elle nous dit : « L'éducation basée sur cet esprit, empêche l'individu de s'épanouir librement et rétrécit son champ d'action et d'amour. » Elle nous dit : « Tant qu'on répétera à un individu qu'il est de tel pays, de telle religion, de telle langue, on cassera son évolution. L'éducation actuelle pousse l'homme à la violence, à la haine, au mépris et à la compétition brutale. Mais l'homme naît-il au monde ainsi ? Non ! Il le devient parce qu'on le lui apprend dès son enfance. Ce genre d'éducation, produit automatiquement la division des classes, la hiérarchie, l'autorité, la guerre, etc... c'est-à-dire, toutes les structures de notre société dont souffrent les hommes conscients ou inconscients de leur état d'être. Toutes ces décadences humaines con-

tinueront tant que l'homme n'apprendra pas à se connaître et à retrouver son essence profonde, et seule la psychologie actuelle peut changer l'homme. C'est-à-dire comprendre ce qu'il est intérieurement, quel devrait être son comportement envers les autres et, alors là conscient de lui-même, il pourrait interpréter l'Anarchie sous son vrai visage. Et les anarchistes, n'ont-ils pas crié depuis Proudhon et même avant que seule une société sans classe et libre pourrait changer le comportement humain. Que la disparition des privilèges, des hiérarchies, de l'autorité ferait disparaître cette tendance à la compétition brutale. Que l'abolition du racisme, du colonialisme, l'homme pourra enfin s'épanouir. Oui, cent ans après la mort de Proudhon et en pleine évolution technique et scientifique, la Psychologie, science de l'homme, donne raison, elle aussi à l'Anarchie.

Raymond BERTHOU.

- (1) Auteur de « Les prodigieuses victoires de la psychologie moderne ».

LE CADRE DE L'AGITATION

Nous ne voulons pas traiter ici de problèmes tels que « possibilités du syndicalisme étudiant », « étudiants, forces révolutionnaires ? » ; ayant répondu à ces questions (1), un certain nombre d'étudiants anarchistes se sont résolus à militer sur leur lieu de travail, pour propager la théorie anarchiste en milieu dit universitaire, pour participer à l'action syndicale au sein de l'U.N.E.F. (2).

Nous nous bornerons donc ici à indiquer quelques repères pour ceux que concerne le marasme

de l'Université, et qui désirent s'informer des conditions dans lesquelles militent les étudiants anarchistes, quitte à développer plus tard, d'une façon plus conséquente, une analyse du milieu et de leur situation dans le rapport de classes.

LIAISON DES ETUDIANTS ANARCHISTES DE LA REGION PARISIENNE

(1) Action Libertaire n° 3 et 4; Noir et Rouge n° 21.
(2) Union Nationale des Etudiants de France.

I. - Les organisations politiques

Selon leurs options personnelles, les étudiants se répartissent en diverses organisations politiques dont le rôle essentiel, assez vain, consiste à « recruter » des militants... à la petite semaine, et aussi à peser sur le syndicalisme étudiant. Dans le cadre de cet article, c'est ce deuxième aspect qui est le plus important.

U.E.C. ET F.E.N.

L'« Union des Etudiants Communistes » fut créée en 1956 par la direction du P.C.F., qui allégea celui-ci de ses sections étudiantes, alors en pleine « discussion » sur le vote des pouvoirs spéciaux et les conséquences du XX^e Congrès du P.C.U.S. Paradoxalement, cette création fut faite contre le gré des étudiants eux-mêmes qui auraient préféré ne pas se couper du Parti au moment où des problèmes se posaient à eux. Il est probable que ce que visait la direction du P.C.F. et que craignaient les étudiants, à bon droit, puisque en partie c'est arrivé, c'est la dépolitisation de l'organisation, car le Parti envoyait ses militants en faculté chercher des adhérents « qui auraient voulu s'inscrire à l'U.E.C., mais non au Parti ». En effet, la division actuelle de l'U.E.C. est d'abord « idéologique » et non politique, comme nous le verrons plus tard. Au sein de l'U.N.E.F., ils suivent le jugement de l'histoire, c'est-à-dire qu'il ne faut pas croire que s'ils y sont généralement dans la majorité non seulement réformiste, mais en plus dépourvue de tout réalisme, c'est par opportunisme. Non, c'est par souci d'efficacité révolutionnaire ! D'ailleurs ne parlent-ils pas parfois au nom du « syndicalisme marxiste et révolutionnaire » ? On croyait pourtant que c'était tout un.

Sur le programme contradictoire de « Mort aux Bolchos ! », s'est créée, à la remorque du « Parti National-Syndicaliste Français » (hitlérien) et de l'O.A.S., la « Fédération des Etudiants Nationalistes ». Autour de ces garçons qui savent manier le ceinturon et la barre de fer, gravitent quelques malheureux « bons citoyens » et des royalistes. « Le Monde » lui-même n'ose pas trop démentir — il est même allé jusqu'à le soutenir — que la F.N.E.F., syndicat « apolitique » (entendez : corporatiste et vertical intégré) a à peu près le même programme : « L'U.N.E.F. à Prague ! », « Les Bolchos à Moscou ! ». Le dernier additif au programme, c'est la très claire Europe anti-américaine, mais éditée au sein de la M.L.F. du si brillant orateur Tixier (pour les intimes). Intimes qui sont d'ailleurs nombreux dans la corps de Droit (affiliée à la F.N.E.F.) et qui, au nom, très probablement, de l'apolitisme, ont formé des « comités T.V. » au niveau de chaque cours. (Pour les pas intimes : T.V. = Tixier-Vignancourt.)

LE F.U.A. ET LE F.S.R.A.

En réaction à la menace fasciste, peu avant la fin de la guerre d'Algérie, s'étaient formés un peu partout des comités antifascistes. Sentant le besoin de coordonner leur action, les militants de ces comités se sont fédérés en Fronts (de facultés, par exemple), les Fronts s'organisant par la suite en « Front Universitaire Antifasciste », par l'élection d'un bureau parisien. Il n'est pas inutile de rappeler que cette organisation s'est faite malgré l'opposition des mouvements politiques étudiants (U.E.C. et E.S.U.) et de l'U.N.E.F. et que ceux-ci, devant les 7 000 étudiants « mobilisés » par le F.U.A., n'eurent plus d'autre ressource que d'en prendre le contrôle par le biais d'« observateurs politiques » (sic) qui purent organiser ensemble le sabotage de l'action antifasciste du F.U.A. (meeting du 15 mai 1962) en obtenant que l'absence de l'un d'eux au bureau en annule les décisions.

Le « Front de Solidarité à la Révolution Algérienne » s'est créé en réaction à la bureaucratisation du F.U.A. et sa conséquence : un opportunisme timide, qui refusait de voir que lutter contre l'O.A.S. revenait à soutenir le F.L.N.

Le F.U.A. s'est dissous quelques mois après, pour cause de vacances d'été, et le F.S.R.A. a vu son rôle diminuer avec la victoire du F.L.N. Ainsi la fin de la guerre d'Algérie, la bureaucratisation de toutes les organisations étudiantes et, pour l'U.N.E.F., en outre, sa tendance intégrationniste, abandonnaient les étudiants aux seuls problèmes idéologiques, inorganisés devant la menace fasciste, toujours présente.

LA DIVISION DES MARXISTES : E.S.U., U.E.C. ET C.L.E.R.

A la fin de la guerre d'Algérie, les « Etudiants, Socialistes Unifiés », rassemblement des sociaux-démocrates (type « France-Observateur »), de pro-Chinois et de trotskistes en mal d'« organisation de masse », ont trouvé à l'ordre du jour, d'une part, les business électoraux et, de l'autre, le conflit sino-soviétique. D'où l'effacement de cette organisation qui avait été à la pointe de la lutte pour la paix en Algérie et qui ensuite passait sous silence l'existence du F.S.R.A. et collaborait avec les stalinien à tuer le F.U.A., et la répartition de ses membres entre le Papa P.S.U., le frère Mao Tsé-toung (formation de l'organisation « chinoise et stalinienne » « Drapeau Rouge »), de plus en plus défendu par eux au sein de l'U.E.C., et la mère Nature.

L'U.E.C. « n'a pas refusé de discuter » à propos du conflit sino-soviétique. Ce qui n'a pas plu à Thorez qui retira sa subvention à « Clarté », journal de l'Union, et demanda le paiement des dettes au Parti. Il est difficile de savoir où en est l'U.E.C. maintenant, surtout depuis la mort de Togliatti, puis celle de Thorez. Les braves camarades discutent pendant que la fraction « Parti » maffiotte, dans l'U.E.C. et à l'U.N.E.F., en vue de l'« union sacrée »... avec les catholiques !

Puisqu'ils s'entendent si bien, qu'il me soit permis d'ouvrir ici une parenthèse sur ces derniers. La J.E.C. « Jeunes Etudiants Chrétiens », qui est catholique (tous les chrétiens doivent être catholiques), en tant que telle se refuse à toute prise de position syndicale ou politique. Mais ses membres se font généralement un devoir d'en-

visager les problèmes sociaux « à la lumière de la foi », et ils sont nombreux à militer dans la majorité à l'U.N.E.F. Toutefois, certains préfèrent tante Yvonne et se laissent tenter par la proposition douteuse faite par l'« Action Etudiante Gaulliste » (vous connaissiez ?) de faire profiter charitablement les syndicalistes de l'appui bénévole de la majorité U.N.R. pour faire aboutir leurs revendications.

Plus sérieux sont les trotskistes répartis en trois organisations « ouvrières », dont chacune prétend être la seule trotskiste (« oui, mais eux, c'est pas pareil ! »). A travers les journaux « Voix Ouvrière », « Vérité », « IV^e Internationale », on entend parfois les mots gentils qu'échangent, respectivement, les camarades leaders Bois, Lambert et Franck. Là encore, nous ne retrouvons pas l'union sacrée.

Le « Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires » a été et est formé par des trotskistes « lambertistes ». Politiquement, l'action du C.L.E.R., en tant qu'organisation étudiante, n'est pas importante : il « recrute » et il « forme », même au sein de l'U.E.C. Son action est surtout syndicale et c'est lui qui a pris l'initiative de former, au sein de l'U.N.E.F., une « tendance syndicale contre l'intégration », il y a un an. Mais nous retrouvons l'U.N.E.F.

II. - Le syndicat

L'Union Nationale des Etudiants de France regroupe environ 80 000 étudiants sur les bases du syndicalisme et du mouvement de jeunes tout à la fois, il en résulte une certaine ambiguïté, ce qui fait dire souvent que le syndicalisme étudiant reste à construire, certains même prétendent qu'il reste à définir et se livrent à de savantes analyses du « milieu ». Mais dans tous les cas le problème majeur qui, dans l'immédiat, se pose à l'U.N.E.F. est celui de l'offensive que mène l'Etat contre les organisations de jeunes et les syndicats, en vue de les intégrer dans l'appareil de commande.

Pour comprendre la position des dirigeants du mouvement face à cette menace, pour évaluer les possibilités de résistance de l'organisation, il est nécessaire d'analyser, même brièvement, l'histoire de l'U.N.E.F.

● Bref historique : de l'association des fils-à-papa à un mouvement petit-bourgeois

Pour résoudre la question : « Où va l'U.N.E.F. ? », il faut savoir d'où elle vient : ces larges extraits d'une brochure éditée par l'U.N.E.F. en 1962 (1) définissent très clairement son évolution :

« 1880-90 : apparition des premières Associations Générales d'Etudiants (A.G.E.). Elles regroupent peu d'étudiants (il s'agit de véritables castes, avec leur chansons, leur monômes et leurs traditions), dont les pensions versées par les parents permettent l'existence.

1907 : l'U.N.E.F. voit le jour dans une joyeuse ambiance de fête.

1929 : un premier tournant : la guerre, puis la crise économique font tomber bien des fortunes, baisser bien des revenus. Le souci de terminer rapidement des études devenues onéreuses devient primordial ; de plus, le chômage et l'encombrement des carrières se vivent. Les A.G.E. et l'U.N.E.F. jouent un rôle d'entraide, créent des services locaux (polycopiés), suscitent la création d'organismes nationaux (restaurants universitaires, etc.).

Avril 1946 : le Congrès de Grenoble rassemble des représentants étudiants qui ont connu les camps de concentration, participé à la Résistance. Le contexte de la Libération, l'expérience acquise modèlent une nouvelle conscience étudiante qui se veut ouverte aux problèmes du pays. Les jeunes ruraux et les jeunes ouvriers doivent pouvoir accéder à l'université. Tout étudiant membre actif de cette « vieille dame », gardienne des traditions françaises de liberté et de justice, se doit de les défendre. C'est ce qu'un texte parfois emphatique, mais dont le fond ne reste pas moins vrai, a cherché à exprimer. »

Ainsi naît la Charte de Grenoble qui définit l'étudiant comme un « jeune travailleur intellectuel » et exprime, par ailleurs, le désir d'un milieu petit bourgeois de tirer toutes les conséquences de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Il y est dit notamment cette chose assez croustillante : « En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le devoir de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui pour lui constitue la mission la plus sacrée. »

Jusqu'en 1956, l'U.N.E.F. continue cependant sa politique corporatiste en se préoccupant surtout de ne pas « faire de politique ».

Il faut noter toutefois que son action revendicative au jour le jour aboutit à un certain nombre de réformes et avantages matériels qui vont dans le sens d'une relative démocratisation de l'université. Bien que coupée des salaires en lutte, l'U.N.E.F. menait un combat parallèle au leur.

« 1956 : en juin, à la suite d'un ordre de grève générale lancé par l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (U.G.E.M.A.), le conseil d'administration décide de rompre les relations, ce qui entraîne le départ des dirigeants « minoritaires » du bureau. En juillet, le C.A. revient, à une très faible majorité, sur cette décision et à un bureau « minoritaire » homogène est constitué, présidé par

(1) C'est nous qui soulignons certaines phrases du texte.

Michel de la
bureau de p
blème algéri
en milieu ét
toute relation

1958 : cette m
l'U.N.E.F. à
République à
sur le budg

1959 : à la ren
tion de l'U.N
18 mars 196
l'ordonnance

1960 : la puissa
est confirmé
vriar, avec t
l'insurrection

Au Congrès
et 137 absen
négociations
En juin, elle
des associat
particulier l
l'appel de l
cales et poli
née pour la
de 20 000 pe
la police.

1961 : le 24 av
de grève lan
caes contre
Caen, l'actio
des mandats

C'est la période
occupe à ce momé
aux organisations
le paroxysme étan
E.F. se trouve être
festation de Charo

III. - Les é

Nous avons essa
l'U.N.E.F. aboutiss
pouvoir afin d'amé
Pour tenter de fré
quer une prise de
diants, les militant
mené une action s
plusieurs bureaux
tique, espagnol) or
dance syndicaliste
diants de divers h

Les objectifs imm
tiellement de lutte
une réforme des str
aux différentes ten
de l'organisation.

Cette année, les
coordination entre
contre l'intégration
ments que nous
ment (1) satisfact

● Plate-forme r
Face à l'Etat q
général de la N
reste divisée en c
fait même que leu
et que l'Etat n'est
dominante actuel

En tant que fut
mentalement les m

Nous disons que
syndicalisme révo
Notre but final
classe, par la su
moyens de produ
société où l'homme
l'enfant du travail

Notre but final
du syndicat, la c
moyens d'action.

Ceci implique av
culièrement dans l
à l'offensive et en
et les mouvements
pareil étatique, e
caux en police p
administrative est
transformer les p
agents chargés de
des commissions d
décisions prises a
avec la caution d

Les étudiants s
pour la sauvegard
dantes de l'Etat. I
justifier leur refus
les dirigeants nati
à siéger dans les
grer dans l'appar

Face aux coura
rents, refusent de
finalement d'accor
mouvement ouvrie
nous sommes ente
geoisie le Front l
ouvrière, pour la

Nous nous som
dre ensemble la t

(1) Les phrases

ION ETUDIANTE

Fourrière. Le refus par le nouveau... position sur le fond du pro... motivé par une trop faible majorité... diant, amène l'U.G.E.M.A. à rompre

me année voit la participation de... la manifestation du 28 mai, de la... la Nation, et, en novembre, une action... de l'Education Nationale.

rée, l'affaire des sursis domine l'ac... E.F. pour aboutir à la grève des 17 et... et à un texte législatif revenant sur... du 11 août.

ce de l'U.N.E.F. en milieu étudiant... par le succès de la grève du 1^{er} fé... les organisations syndicales, après... d'Alger.

de Lyon, par 544 mandats contre 104... s, l'U.N.E.F. prend position pour des... avec le Front de Libération Nationale... reprend ses relations avec l'ensemble... des étudiants d'outre-mer, et en... G.E.M.A., tandis qu'en octobre, après... N.E.F., l'ensemble des forces syndi... ques, a lieu, le 27 octobre, une jour... -paix en Algérie. A la Mutualité, plus... onnes sont chargées violemment par

l'U.N.E.F. participe au mouvement... é par toutes les organisations syndi... le putsch militaire. Au Congrès de... du bureau a été approuvée par 80 %

roïque de l'U.N.E.F., qui effectivement... une position en flèche par rapport... vrières dans la lutte contre la guerre... atteint lors du 8 février, quand l'U.N... seul syndicat à participer à la mani... ne.

Etudiants révolutionnaires

de montrer comment l'attitude de... t logiquement à collaborer avec le... ger les structures sociales existantes... er ce processus et essayer de provo... science du plus grand nombre d'étu... du C.L.E.R. (trotskystes), après avoir... pendant quelques années et occupé... Paris-Lettres (psychologie, propédeu... impulsé l'année dernière une « ten... évolutionnaire » regroupant des étu... zions politiques.

diats de ce regroupement sont essen... contre l'intégration et de proposer... ctures de l'U.N.E.F. visant à permettre... nces de s'exprimer à tous les niveaux

militants anarchistes ont établi une... eux et ont rejoint le regroupement... dont la plate-forme avec les amende... ons proposés nous donne entière... n, et dont voici l'essentiel :

Programme révolutionnaire :

prétend représenter les « intérêts... on », nous affirmons que la société... sses aux intérêts irréconciliables, du... rôle antagoniste dans la production... jamais que le serviteur de la classe... ment, la bourgeoisie.

s exploités, nos intérêts sont fonda... mes que ceux du prolétariat.

le syndicalisme étudiant doit être un... onnaire.

est la constitution d'une société sans... sion de la propriété privée des... on et la destruction de l'Etat, une... e sera plus l'esclave de son travail ni... quel on le destine.

oit déterminer chaque revendication... tenu de la revendication comme les

at tout la rupture avec l'Etat, parti... période actuelle où la bourgeoisie est... d liquider les organisations ouvrières... de jeunesse en les intégrant à l'ap... transformant les dirigeants syndi... que de la bourgeoisie. La réforme... s nette sur ce point : il s'agit de... sponibles locaux des syndicats en... rveiller l'application régionale (dans... pansion économique régionale) des... mmet (Conseil Supérieur du Plan),... dirigeants nationaux.

partie prenante dans la bataille... des organisations ouvrières indépen... dirigeants de l'U.N.E.F. ne peuvent... rompre avec l'Etat, par le fait que... ux des syndicats ouvriers continuent... anismes mis en place pour les inté... d'Etat.

s de l'U.N.E.F. qui, bien que diffé... rompre avec l'Etat et se retrouvent... our isoler le mouvement étudiant du... syndicalistes révolutionnaires que... ent opposer à l'offensive de la bour... que de la jeunesse et de la classe... vegarde de nos organisations.

constitués en tendance pour défen... tité de notre programme, mais il est

alignées le sont sur l'original.

La fin de la guerre devait marquer le début d'un recul énorme, en deux ans d'hésitations et de démissions en chaînes, l'U.N.E.F. devait rentrer dans son vieux rôle de tranquille machine universitaire.

● Vers l'intégration

Cette année et l'année dernière ont vu une résurgence du courant « majo » traditionnel, corporatiste et apolitique qui reprend la direction de plusieurs A.G.E. Est-ce la conséquence d'une politique « dure » du courant syndicaliste, dit « mino » ?

Jamais le programme soutenu par ce courant n'a été plus réformiste ; la nouvelle orientation universitaire, qui s'exprime à travers le récent « manifeste de l'U.N.E.F. pour une réforme démocratique de l'enseignement », se traduit par un refus de prendre en considération les problèmes de niveau de vie qui ne sont sensés être abordés que dans des actions partielles et jugées tout à fait secondaires, alors qu'une action d'ensemble serait susceptible de mener à un intersyndicalisme réel et permettre ainsi la résistance à l'offensive d'intégration.

Cette nouvelle orientation reflète le désir d'une couche petite bourgeoise, consciente du nombre désormais plus stable de postes hautement qualifiés dans une industrie en voie d'automatisation, de s'adapter en adaptant l'université, rejetant la démocratisation de l'enseignement dans un avenir lointain, puisque soumise à l'obtention de « l'allocation d'étude » ou « présalaire », que l'Etat et le patronat n'accorderont bien sûr que lorsqu'ils disposeront d'une université sur mesure.

Mais peut-on encore parler de « majos » corporatistes et de « minos » syndicalistes, alors qu'une bonne part de ces derniers ont rejoint les premiers sur une voie qui mène directement et rapidement à l'intégration ?

Un fait est certain, c'est qu'actuellement l'Etat et le capital ne sont pas en mesure de se retrancher derrière un potentiel de réformes sociales à jeter en pâture aux réformistes de tous poils. C'est pourquoi une tendance révolutionnaire s'est créée au sein de l'U.N.E.F.

évident qu'un accord peut se faire avec les éléments d'autres courants sur tel ou tel point de ce programme. Nous sommes en particulier convaincus que seront de plus en plus nombreux les étudiants qui voudront préserver l'indépendance de leur organisation, les militants qui refuseront de se transformer en fonctionnaires de l'Etat.

La rupture avec l'Etat doit se réaliser par :
— Le refus de siéger plus longtemps au Haut Comité de la jeunesse et aux organismes de « cogestion des loisirs (C.O.G.E.D.E.P.).

— Le refus de participer à l'élaboration du V^e Plan.
— Le refus de siéger au Comité National des Œuvres (C.N.O.), qui est devenu, depuis la réforme de 1963, une simple cour d'arbitrage chargée de répartir la pénurie.

— A l'unité des bureaucrates contre le « tous ensemble » de la classe ouvrière, il faut opposer la préparation du FRONT UNIQUE de la jeunesse et des travailleurs.

L'intégration du syndicat dans les organismes étatiques implique le monolithisme à l'intérieur de l'appareil, où tous les ordres viennent d'en haut. L'U.N.E.F. ne doit pas être l'instrument d'une aristocratie de militants incontrôlables, mais celui de la grande masse des étudiants. Nous luttons pour la démocratie syndicale (1) : que tous les courants puissent s'exprimer à tous les niveaux, se réunir en tendance, être représentés dans les organismes dirigeants proportionnellement aux voix recueillies, faire campagne dans les sections où ils ne sont pas représentés.

Les revendications étudiantes peuvent et doivent s'intégrer dans une plate-forme commune de la jeunesse travailleuse. A la politique gaulliste, qui bouche l'avenir de la jeunesse et lui fait des conditions de vie intolérables, il ne peut y avoir qu'une réponse commune de tous les jeunes.

Les problèmes des étudiants ne sont qu'une expression particulière des problèmes généraux de la jeunesse. Une telle plate-forme pourrait s'élaborer autour des points suivants :

— Allocation d'apprentissage pour tous les apprentis (ouvriers et étudiants).
— Suppression des subventions aux écoles privées et religieuses.

— Aux critères des besoins de l'économie se traduisant par des barrages à tous les niveaux de l'enseignement, sous le prétexte fallacieux d'orientation professionnelle, doivent être substitués des critères strictement universitaires.

— A la formation ultra spécialisée que nous propose le pouvoir, nous devons opposer la nécessité d'une formation suffisamment complète et polyvalente qui assure aux jeunes la possibilité d'une reconversion éventuelle.
— Construction de logements, etc.

● Cette plate-forme n'est qu'une orientation générale, un programme minimum qui peut être dépassé dans le cadre de son application concrète.

L'action des militants anarchistes ne se résume pas cependant à l'action syndicale révolutionnaire.

Nous, anarchistes, considérons le milieu étudiant comme un secteur déterminé par l'ensemble des structures sociales où il se trouve inclus et influencé par le rapport de force qui caractérise le rapport des classes à ce moment. Nous entendons, par conséquent, mener une action révolutionnaire tout court, persuadés que seule une transformation des fondements même de la société peut apporter une solution au fond des problèmes dit « universitaires ».

(1) Ou mieux encore, pour le Fédéralisme syndical.

LA CRISE DE L'U.N.E.F. ET LA DERNIERE A.G. (1) EXTRAORDINAIRE

La crise de l'U.N.E.F. ouverte au lendemain de l'A.G. du mois de décembre peut sembler avoir trouvé aujourd'hui sa conclusion partielle. Il n'en reste pas moins que l'alerte aura été chaude pour le mouvement.

En vérité, cette crise, latente depuis la fin de la guerre d'Algérie, n'était pas tant provoquée par l'aile droite du mouvement (représentée essentiellement par les associations parisiennes de Médecine, Sciences, Langues orientales) que par le reformisme des dirigeants du Bureau National et de certaines Associations générales. Cela se traduisant par l'incapacité de ces mêmes dirigeants à se donner les moyens des buts qu'ils s'étaient fixés.

Une unité artificiellement entretenue durant deux ans, au lendemain de la guerre d'Algérie, entre le « courant universitaire » du Bureau National et certaines A.G.E. (2), par une théorisation rapide et arbitraire sur le milieu étudiant, cessa dès lors qu'il fut prouvé que l'orientation péchait par son incapacité d'être mise en pratique.

L'A.G. DE DECEMBRE

Les deux raisons qui devaient faire éclater la crise et entraîner la démission du Bureau National furent les suivantes :

(1) Le thème de revendication sur « l'allocation d'études pour tous à base de critères universitaires » avait donné au bureau national une bien faible majorité par rapport à ceux qui entendaient poursuivre l'action sur la réforme de l'enseignement supérieur dans le cadre même du régime capitaliste (surnommées « universitaires » dans le mouvement l'A.G.E. de Rennes en étant le représentant le plus important) puisque le vote s'était traduit par 335 voix pour le Bureau National, 327 voix contre et une centaine d'abstentions.

(2) Mais le coup de grâce pour le Bureau National fut le cas Roussel (vice-président extérieur de l'U.N.E.F.) qui devait au dernier congrès de l'Union Internationale des Etudiants (3) présenter la candidature de l'U.N.E.F. au Comité exécutif, au cas et au seul cas où Israël aurait été admise à l'U.I.E. Elle ne le fut pas du fait de l'opposition des pays arabes. Transgressant alors son mandat, Roussel, membre du Parti Communiste, ce qui explique tout, maintint quand même la candidature. L.A.G. vota donc un blâme à Roussel, ce qui entraîna la démission du Bureau National se déclarant solidaire de son V.P.E. L'A.G. décida cependant que le débat devrait être rapporté à une A.G. extraordinaire au mois de janvier. Tel était le climat dans lequel devait s'ouvrir l'A.G. extraordinaire de l'U.N.E.F. des 16 et 17 janvier.

L'A.G. DE JANVIER

— La journée de samedi voyait s'ouvrir le débat sur « l'allocation d'études pour tous à base de critères universitaires ». Différents A.G. devaient intervenir avant le vote sur le rapport du Bureau National. L'intervention la plus caractéristique fut celle de Lartiges, président de l'A.G.E. de Lyon. Il déclara que l'allocation d'études était une étape dans la réforme démocratique de l'Enseignement Supérieur, et qu'elle devait être l'objet d'une campagne de sensibilisation (colloques, tracts, réunions contradictoires, etc.). Cette allocation d'études devant être un moyen pour l'U.N.E.F. de retrouver sa place parmi « les forces démocratiques ». Il fit remarquer cependant que l'U.N.E.F. n'était pas débureaucratisée et que les mots d'ordre ne touchaient pas la base. Finalement un texte confirmant l'allocation d'études comme plate-forme revendicative du mouvement fut adoptée par 407 voix contre 354 et 30 abstentions. Le Bureau National l'emportait, sur un texte plus dur au demeurant que celui de la dernière A.G. et qui prévoyait en termes clairs, l'épreuve de force avec le pouvoir pour faire avancer cette revendication. Un vote pieux qu'un certain nombre d'A.G. exprimèrent : cette campagne de revendication ne devait pas être une « béquille » à l'action parlementaire (car 3 projets d'allocation sont déposés sur le bureau de l'Assemblée Nationale).

Dans la journée de dimanche le cas Roussel-U.I.E. fut tranché. Le blâme fut maintenu mais l'entrée à l'U.I.E. fut aussi ratifiée à une large majorité.

L'Assemblée générale aborda ensuite le problème de la non-participation au C.S.E.N. (Conseil supérieur de l'Education Nationale, version Fouchet). Rappelons d'abord que ce conseil nouvelle formule comprend 80 membres : 25 de l'administration de l'Education Nationale, 25 représentants de groupements divers (parents d'élèves, étudiants « personnalités »), 25 membres du corps enseignant et 5 représentants de l'enseignement privé.

Grâce à l'action de la Tendance Révolutionnaire le bureau de la F.G.E.L. déposait une motion demandant la non-participation au Conseil supérieur et le retrait des organismes de cogestion (C.N.O. (5) Haut-Comité de la Jeunesse et des Sports, commission du V^e plan). Il est à noter cependant que la Tendance, n'eut en aucun cas le droit de s'exprimer directement, soit au nom de la délégation F.G.E.L. soit en son propre nom. C'est ainsi que la motion ne fut pas située dans son cadre politique qui est celui de l'intégration, mais présentée comme conjoncturelle face à un gouvernement antidémocratique. Elle fut par ailleurs amputée par un amendement du passage relatif au retrait des organismes auxquels l'U.N.E.F. participe déjà.

La motion ainsi votée signifie que l'U.N.E.F. ne revient pas sur sa politique de collaboration mais seulement qu'elle conserve encore assez d'indépendance pour ne pas se laisser brusquer dans sa marche à l'intégration.

Les fissures au niveau bureaucratique ont donc été colmatées mais on peut dire qu'en ce qui concerne l'action revendicative (le problème de l'intégration n'étant pas posé?) la crise subsiste. Le bureau mènera-t-il l'action « dure » sur l'allocation d'études qu'il promet, compte tenu de la faible majorité qui l'a mandaté ?

(1) A.G. : Assemblée Générale.

(2) A.G.E. : Associations Générales d'Etudiants.

(3) U.I.E. : Groupe les Unions d'Etudiants des pays communistes et de nombreux pays du Tiers-Monde. L'U.N.E.F. n'y était encore qu'en observateur.

La C.I.E. (Confédération Internationale des Etudiants) regroupe les Unions de l'autre bloc, dont l'U.N.E.F. était membre.

(4) Comité National aux Œuvres.

(5) F.G.E.L. : Fédération des Groupes d'Etude de Lettres.

E DE L'AGITATION ETUDIANTE

de l'Université, et qui désirent s'informer des conditions dans lesquelles militent les étudiants anarchistes, quitte à développer plus tard, d'une façon plus conséquente, une analyse du milieu et de leur situation dans le rapport de classes.

LIAISON DES ETUDIANTS ANARCHISTES DE LA REGION PARISIENNE

(1) Action Libertaire n° 3 et 4; Noir et Rouge n° 21.
(2) Union Nationale des Etudiants de France.

es

visager les problèmes sociaux « à la lumière de la foi », et ils sont nombreux à militer dans la majorité à l'U.N.E.F. Toutefois, certains préfèrent tante Yvonne et se laissent tenter par la proposition douteuse faite par l'« Action Etudiante Gaulliste » (vous connaissez ?) de faire profiter charitablement les syndicalistes de l'appui bienveillant de la majorité U.N.R. pour faire aboutir leurs revendications.

Plus sérieux sont les trotskistes répartis en trois organisations « ouvrières », dont chacune prétend être la seule trotskiste (« oui, mais eux, c'est pas pareil ! »). A travers les journaux « Voix Ouvrière », « Vérité », « IV^e Internationale », on entend parfois les mots gentils qu'échangent, respectivement, les camarades leaders Bois, Lambert et Franck. Là encore, nous ne retrouvons pas l'union sacrée.

Le « Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires » a été et est formé par des trotskistes « lambertistes ». Politiquement, l'action du C.L.E.R., en tant qu'organisation étudiante, n'est pas importante : il « recrute » et il « forme », même au sein de l'U.E.C. Son action est surtout syndicale et c'est lui qui a pris l'initiative de former, au sein de l'U.N.E.F., une « tendance syndicale contre l'intégration », il y a un an. Mais nous retrouvons l'U.N.E.F.

- Le syndicat

L'Union Nationale des Etudiants de France regroupe environ 80 000 étudiants sur les bases du syndicalisme et du mouvement de jeunes tout à la fois, il en résulte une certaine ambiguïté, ce qui fait dire souvent que le syndicalisme étudiant reste à construire, certains même prétendent qu'il reste à définir et se livrent à de savantes analyses du « milieu ». Mais dans tous les cas le problème majeur qui, dans l'immédiat, se pose à l'U.N.E.F. est celui de l'offensive que mène l'Etat contre les organisations de jeunes et les syndicats, en vue de les intégrer dans l'appareil de commande.

Pour comprendre la position des dirigeants du mouvement face à cette menace, pour évaluer les possibilités de résistance de l'organisation, il est nécessaire d'analyser, même brièvement, l'histoire de l'U.N.E.F.

● Bref historique : de l'association des fils-à-papa à un mouvement petit-bourgeois

Pour résoudre la question : « Où va l'U.N.E.F. ? », il faut savoir d'où elle vient : ces larges extraits d'une brochure éditée par l'U.N.E.F. en 1962 (1) définissent très clairement son évolution :

« 1880-90 : apparition des premières Associations Générales d'Etudiants (A.G.E.). Elles regroupent peu d'étudiants (il s'agit de véritables castes, avec leur chansons, leur monômes et leurs traditions), dont les pensions versées par les parents permettent l'existence.

1907 : l'U.N.E.F. voit le jour dans une joyeuse ambiance de fête.

1929 : un premier tournant : la guerre, puis la crise économique font tomber bien des fortunes, baisser bien des revenus. Le souci de terminer rapidement des études devenues onéreuses devient primordial ; de plus, le chômage et l'encombrement des carrières sévissent. Les A.G.E. et l'U.N.E.F. jouent un rôle d'entraide, créent des services locaux (polycopiés), suscitent la création d'organismes nationaux (restaurants universitaires, etc.).

Avril 1946 : le Congrès de Grenoble rassemble des représentants étudiants qui ont connu les camps de concentration, participé à la Résistance. Le contexte de la Libération, l'expérience acquise mûrissent une nouvelle conscience étudiante qui se veut ouverte aux problèmes du pays. Les jeunes ruraux et les jeunes ouvriers doivent pouvoir accéder à l'université. Tout étudiant membre actif de cette « vieille dame », gardienne des traditions françaises de liberté et de justice, se doit de les défendre. C'est ce qu'un texte parfois emphatique, mais dont le fond ne reste pas moins vrai, a cherché à exprimer. »

Ainsi naît la Charte de Grenoble qui définit l'étudiant comme un « jeune travailleur intellectuel » et exprime, par ailleurs, le désir d'un milieu petit bourgeois de tirer toutes les conséquences de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Il y est dit notamment cette chose assez croustillante : « En tant qu'intellectuel, l'étudiant a le devoir de défendre la liberté contre toute oppression, ce qui pour lui constitue la mission la plus sacrée. »

Jusqu'en 1956, l'U.N.E.F. continue cependant sa politique corporatiste en se préoccupant surtout de ne pas « faire de politique ».

Il faut noter toutefois que son action revendicative au jour le jour aboutit à un certain nombre de réformes et avantages matériels qui vont dans le sens d'une relative démocratisation de l'université. Bien que coupée des salaires en lutte, l'U.N.E.F. menait un combat parallèle au leur.

« 1956 : en juin, à la suite d'un ordre de grève générale lancé par l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (U.G.E.M.A.), le conseil d'administration décide de rompre les relations, ce qui entraîne le départ des dirigeants « minoritaires » du bureau. En juillet, le C.A. revient, à une très faible majorité, sur cette décision et un bureau « minoritaire » homogène est constitué, présidé par

(1) C'est nous qui soulignons certaines phrases du texte.

Michel de la Fourrière. Le refus par le nouveau bureau de prendre position sur le fond du problème algérien, motivé par une trop faible majorité en milieu étudiant, amène l'U.G.E.M.A. à rompre toute relation.

1958 : cette même année voit la participation de l'U.N.E.F. à la manifestation du 28 mai, de la République à la Nation, et, en novembre, une action sur le budget de l'Education Nationale.

1959 : à la rentrée, l'affaire des sursis domine l'action de l'U.N.E.F. pour aboutir à la grève des 17 et 18 mars 1960 et à un texte législatif revenant sur l'ordonnance du 11 août.

1960 : la puissance de l'U.N.E.F. en milieu étudiant est confirmée par le succès de la grève du 1^{er} février, avec toutes les organisations syndicales, après l'insurrection d'Alger.

Au Congrès de Lyon, par 544 mandats contre 104 et 137 absents, l'U.N.E.F. prend position pour des négociations avec le Front de Libération Nationale. En juin, elle reprend ses relations avec l'ensemble des associations d'étudiants d'outre-mer, et en particulier l'U.G.E.M.A., tandis qu'en octobre, après l'appel de l'U.N.E.F., l'ensemble des forces syndicales et politiques, a lieu, le 27 octobre, une journée pour la paix en Algérie. A la Mutualité, plus de 20 000 personnes sont chargées violemment par la police.

1961 : le 24 avril, l'U.N.E.F. participe au mouvement de grève lancé par toutes les organisations syndicales contre le putsch militaire. Au Congrès de Caen, l'action du bureau a été approuvée par 80 % des mandats. »

C'est la période héroïque de l'U.N.E.F., qui effectivement occupe à ce moment une position en flèche par rapport aux organisations ouvrières dans la lutte contre la guerre, le paroxysme étant atteint lors du 8 février, quand l'U.N.E.F. se trouve être le seul syndicat à participer à la manifestation de Charonne.

III. - Les étudiants révolutionnaires

Nous avons essayé de montrer comment l'attitude de l'U.N.E.F. aboutissait logiquement à collaborer avec le pouvoir afin d'aménager les structures sociales existantes. Pour tenter de freiner ce processus et essayer de provoquer une prise de conscience du plus grand nombre d'étudiants, les militants du C.L.E.R. (trotskistes), après avoir mené une action seuls pendant quelques années et occupé plusieurs bureaux à Paris-Lettres (psychologie, propédeutique, espagnol) ont impulsé l'année dernière une « tendance syndicaliste révolutionnaire » regroupant des étudiants de divers horizons politiques.

Les objectifs immédiats de ce regroupement sont essentiellement de lutter contre l'intégration et de proposer une réforme des structures de l'U.N.E.F. visant à permettre aux différentes tendances de s'exprimer à tous les niveaux de l'organisation.

Cette année, les militants anarchistes ont établi une coordination entre eux et ont rejoint le regroupement contre l'intégration, dont la plate-forme avec les amendements que nous avons proposés nous donne entièrement (1) satisfaction, et dont voici l'essentiel :

● Plate-forme révolutionnaire :

Face à l'Etat qui prétend représenter les « intérêts généraux de la Nation », nous affirmons que la société reste divisée en classes aux intérêts irréconciliables, du fait même que leur rôle antagoniste dans la production, et que l'Etat n'est jamais que le serviteur de la classe dominante actuellement, la bourgeoisie.

En tant que futurs exploités, nos intérêts sont fondamentalement les mêmes que ceux du prolétariat.

Nous disons que le syndicalisme étudiant doit être un syndicalisme révolutionnaire.

Notre but final est la constitution d'une société sans classe, par la suppression de la propriété privée des moyens de production et la destruction de l'Etat, une société où l'homme ne sera plus l'esclave de son travail ni l'enfant du travail auquel on le destine.

Notre but final doit déterminer chaque revendication du syndicat, la contenu de la revendication comme les moyens d'action.

Ceci implique avant tout la rupture avec l'Etat, particulièrement dans la période actuelle où la bourgeoisie est à l'offensive et entend liquider les organisations ouvrières et les mouvements de jeunesse en les intégrant à l'appareil étatique, en transformant les dirigeants syndicaux en police politique de la bourgeoisie. La réforme administrative est très nette sur ce point : il s'agit de transformer les responsables locaux des syndicats en agents chargés de surveiller l'application régionale (dans les commissions d'expansion économique régionale) des décisions prises au sommet (Conseil Supérieur du Plan), avec la caution des dirigeants nationaux.

Les étudiants sont partie prenante dans la bataille pour la sauvegarde des organisations ouvrières indépendantes de l'Etat. Les dirigeants de l'U.N.E.F. ne peuvent justifier leur refus de rompre avec l'Etat, par le fait que les dirigeants nationaux des syndicats ouvriers continuent à siéger dans les organismes mis en place pour les intégrer dans l'appareil d'Etat.

Face aux courants de l'U.N.E.F. qui, bien que différents, refusent de rompre avec l'Etat et se retrouvent finalement d'accord pour isoler le mouvement étudiant du mouvement ouvrier, les syndicalistes révolutionnaires que nous sommes entendons opposer à l'offensive de la bourgeoisie le Front Unique de la jeunesse et de la classe ouvrière, pour la sauvegarde de nos organisations.

Nous nous sommes constitués en tendance pour défendre ensemble la totalité de notre programme, mais il est

(1) Les phrases soulignées le sont sur l'original.

La fin de la guerre devait marquer le début d'un recul énorme, en deux ans d'hésitations et de démissions en chaînes, l'U.N.E.F. devait rentrer dans son vieux rôle de tranquille machine universitaire.

● Vers l'intégration

Cette année et l'année dernière ont vu une résurgence du courant « majo » traditionnel, corporatiste et apolitique qui reprend la direction de plusieurs A.G.E. Est-ce la conséquence d'une politique « dure » du courant syndicaliste dit « mino » ?

Jamais le programme soutenu par ce courant n'a été plus réformiste ; la nouvelle orientation universitaire, qui s'exprime à travers le récent « manifeste de l'U.N.E.F. pour une réforme démocratique de l'enseignement », se traduit par un refus de prendre en considération les problèmes de niveau de vie qui ne sont sensés être abordés que dans des actions partielles et jugées tout à fait secondaires, alors qu'une action d'ensemble serait susceptible de mener à un intersyndicalisme réel et permettre ainsi la résistance à l'offensive d'intégration.

Cette nouvelle orientation reflète le désir d'une couche petite bourgeoise, consciente du nombre désormais plus stable de postes hautement qualifiés dans une industrie en voie d'automatisation, de s'adapter en adaptant l'université, rejetant la démocratisation de l'enseignement dans un avenir lointain, puisque soumise à l'obtention de « l'allocation d'étude » ou « présalaire », que l'Etat et le patronat n'accorderont bien sûr que lorsqu'ils disposeront d'une université sur mesure.

Mais peut-on encore parler de « majos » corporatistes et de « minos » syndicalistes, alors qu'une bonne part de ces derniers ont rejoint les premiers sur une voie qui mène directement et rapidement à l'intégration ?

Un fait est certain, c'est qu'actuellement l'Etat et le capital ne sont pas en mesure de se retrancher derrière un potentiel de réformes sociales à jeter en pâture aux réformistes de tous poils. C'est pourquoi une tendance révolutionnaire s'est créée au sein de l'U.N.E.F.

évident qu'un accord peut se faire avec les éléments d'autres courants sur tel ou tel point de ce programme. Nous sommes en particulier convaincus que seront de plus en plus nombreux les étudiants qui voudront préserver l'indépendance de leur organisation, les militants qui refuseront de se transformer en fonctionnaires de l'Etat.

La rupture avec l'Etat doit se réaliser par :
— Le refus de siéger plus longtemps au Haut Comité de la jeunesse et aux organismes de « cogestion des lois » (C.O.G.E.D.E.P.).

— Le refus de participer à l'élaboration du V^e Plan.
— Le refus de siéger au Comité National des Œuvres (C.N.O.), qui est devenu, depuis la réforme de 1963, une simple cour d'arbitrage chargée de répartir la pénurie.

— A l'unité des bureaucrates contre le « tous ensemble » de la classe ouvrière, il faut opposer la préparation du FRONT UNIQUE de la jeunesse et des travailleurs.

L'intégration du syndicat dans les organismes étatiques implique le monolithisme à l'intérieur de l'appareil, où tous les ordres viennent d'en haut. L'U.N.E.F. ne doit pas être l'instrument d'une aristocratie de militants incontrôlables, mais celui de la grande masse des étudiants. Nous luttons pour la démocratie syndicale (1) : que tous les courants puissent s'exprimer à tous les niveaux, se réunir en tendance, être représentés dans les organismes dirigeants proportionnellement aux voix recueillies, faire campagne dans les sections où ils ne sont pas représentés.

Les revendications étudiantes peuvent et doivent s'intégrer dans une plate-forme commune de la jeunesse travaillée. A la politique gaulliste, qui bouche l'avenir de la jeunesse et lui fait des conditions de vie intolérables, il ne peut y avoir qu'une réponse commune de tous les jeunes.

Les problèmes des étudiants ne sont qu'une expression particulière des problèmes généraux de la jeunesse. Une telle plate-forme pourrait s'élaborer autour des points suivants :

— Allocation d'apprentissage pour tous les apprentis (ouvriers et étudiants).

— Suppression des subventions aux écoles privées et religieuses.

— Aux critères des besoins de l'économie se traduisant par des barrages à tous les niveaux de l'enseignement, sous le prétexte fallacieux d'orientation professionnelle, doivent être substitués des critères strictement universitaires.

— A la formation ultra spécialisée que nous propose le pouvoir, nous devons opposer la nécessité d'une formation suffisamment complète et polyvalente qui assure aux jeunes la possibilité d'une reconversion éventuelle.

— Construction de logements, etc.

● Cette plate-forme n'est qu'une orientation générale, un programme minimum qui peut être dépassé dans le cadre de son application concrète.

L'action des militants anarchistes ne se résume pas cependant à l'action syndicale révolutionnaire.

Nous, anarchistes, considérons le milieu étudiant comme un secteur déterminé par l'ensemble des structures sociales où il se trouve inclus et influencé par le rapport de force qui caractérise le rapport des classes à ce moment. Nous entendons, par conséquent, mener une action révolutionnaire tout court, persuadés que seule une transformation des fondements même de la société peut apporter une solution au fond des problèmes dit « universitaires ».

(1) Ou mieux encore, pour le Fédéralisme syndical.

Un des penseurs les plus importants du mouvement libertaire espagnol

JOSÉ PEIRATS

Le camarade José Peirats achève de publier en espagnol, aux Editions « Alfa » de Buenos Aires, une fort intéressante étude intitulée : « Los Anarquistas en la crisis política española. »

Les premiers chapitres relatent succinctement les origines du mouvement libertaire espagnol, les premières luttes, les premières épreuves. Au fil des insurrections ou des congrès apparaissent, tour à tour, les grandes figures du mouvement anarchiste ibérique : Anselmo Lorenzo, Tarrida del Marmol, Teresa Claramunt, Federico Urales, José Prat, Cristobal Litran, etc., etc.

Peirats analyse ensuite, avec plus de minutie, le congrès constitutif de la C.N.T. (1^{er} novembre 1910), la clandestinité et la lutte contre la dictature de Primo de Rivera, la chute de la monarchie, la république. Une dernière partie est réservée aux insurrections ouvrières de 1932 à 1936. Enfin au Chapitre VII à la cent-septième page de cet essai qui en com-

porte quatre cents Peirats commence l'étude détaillée de la guerre civile et de la révolution espagnole. Cette seconde partie de l'ouvrage est de loin la plus originale et la plus passionnante. L'auteur commente, avec clarté et intelligence, les événements souvent confus de cette période. De très nombreux documents inédits et le témoignage personnel de l'auteur valorisent l'étude. Peirats raconte les derniers jours de la résistance à l'agression franquiste, les luttes intérieures de la république et les manœuvres criminelles du Parti communiste espagnol. Il narre avec une précise objectivité la crise du mouvement anarchiste, lors de l'incorporation de la C.N.T. à la gestion gouvernementale.

José Peirats est l'un des penseurs les plus importants du Mouvement Libertaire Espagnol. En Espagne, il fut journaliste et écrivain, il participa comme combattant à la lutte antifasciste. Après quelques années passées en Amérique, il revint en France en 1945 et fut secrétaire général du

Mouvement Libertaire Espagnol, en exil. Peirats nous propose, avec cet essai, une étude complète et encore jamais réalisée, du comportement des libertaires espagnols pendant la guerre civile. Le livre de notre camarade se termine par une angoissante question :

« ... L'exil des militants anarchistes espagnols est l'un des plus glorieux de toute l'histoire des émigrations politiques. Ces hommes combattirent durant la guerre civile, ils connurent les camps de concentration français et les camps d'extermination de l'Allemagne nazie, ils s'intégrèrent au maquis de France et continuèrent la lutte dans les armées de libération d'Afrique, de France et d'Italie. Ils travaillèrent à la reconstruction économique, souvent aux travaux les plus durs : sur les barrages, au fond des mines et dans les forêts, dans l'agriculture et le bâtiment. Mais, ils ne purent obtenir de leurs fils qu'ils continuent leur œuvre. La lutte sociale seule peut former les militants

anarchistes. Durant un quart de siècle, ils ont vécu dans un pays exempt de passion sociale, sans romantisme révolutionnaire. Ils ont fait de leurs fils d'honorables travailleurs, pas des combattants révolutionnaires car on ne fabrique pas ces combattants, la lutte les donne spontanément. En Espagne aussi les militants anarcho-syndicalistes ont vieilli. La nouvelle génération s'est développée dans le silence, la clandestinité et l'ignorance; dans la terreur, dans la paix des cimetières. Ce développement est une lutte pour exister, sans principes moraux, sans aucun principe... Est-ce qu'une génération jeune et suffisamment nombreuse a pu se forger dans la C.N.T. des catacombes? Car c'est à cette génération qu'il appartiendra de secourir les travailleurs de leur apathie, de leur torpeur, de leur indifférence et de leur scepticisme. Le triste panorama de l'anarcho-syndicalisme international rend cette réponse cruciale. »

G. S.

Informations Internationales ● Informations Intern

Recueillies par les militants et les correspondants du Groupe de Liaisons Internationales

COLOMBIE

La collaboration militaire nord-américaine, dans les opérations réalisées par le gouvernement de G. León Valencia, contre les paysans révolutionnaires de Tolima, Huila, Cauca et Valle, dans la cordillère centrale des Andes colombiennes, a été mise en évidence par des officiers des forces armées US. Le général John Wood, qui dirige la « mission militaire » US, achève d'accomplir un périple à Marquetalia, en compagnie du ministre de la Guerre, le général Ruiz Novoa. A son retour, l'officier américain a annoncé que l'aide yankee au gouvernement colombien serait intensifiée, afin d'écraser définitivement les guérilleros de la zone andine.

Voici quelques mois, le gouvernement US consacra dix-sept millions de dollars de matériel de guerre destiné à la Colombie, principalement des avions de bombardement, et des spécialistes en contre-guérilla, arrivant du Vietnam Sud.

Malgré l'intensification des bombardements et l'emploi du napalm, malgré la destruction presque complète de tous les villages de cette zone et des cultures, les rebelles ne sont pas encore vaincus. Il suffit d'ailleurs au commandant rebelle Manuel Marulanda de désigner deux tireurs d'élite pour stopper seul, dans ces régions, l'avance d'une colonne de 500 hommes. Devant cette situation, les guérilleros s'organisent et créent des centres d'éducation destinés à prendre en charge les enfants des combattants. Miriam Narváez, secrétaire du Comité féminin de Marquetalia, avec d'autres femmes combattantes, assure la responsabilité de l'éducation et de la formation des enfants de paysans.

17 000 soldats gouvernementaux, au cours de quatre campagnes, ont participé aux assauts successifs contre le réduit de Marquetalia. En Colombie, existe une guerre où interviennent des forces régulières de l'armée US contre le peuple colombien. Devant la détérioration de la situation, le chef suprême militaire Ruiz Novoa laisse deviner ses intentions d'opérer un coup d'Etat.

EQUATEUR

Il semble se confirmer que l'économiste José Corsino Cardenas, ministre de l'Economie de la dictature, est le candidat des militaires équatoriens et de Washington à la prochaine farce électorale. Corsino Cardenas, éduqué dans les universités de Harvard et du Michigan est le servile laquais de Washington, à l'intérieur de la Junte qui gouverne l'Equateur. Il est le furieux défenseur de « l'entreprise privée », le leader de la « classe média ». Corsino Cardenas est le fidèle représentant des 250 familles qui, en Equateur,

possèdent une quantité de terres égale à celle de 60 000 petits paysans.

HONDURAS

Voilà plus d'une année que la tyrannie du colonel Oswaldo López, Arellano impose au peuple du Honduras la vie la plus sombre qu'il ait supportée de tous temps. Ni lorsque le Honduras était colonie espagnole, ni durant les sanglantes dictatures de Medina, Ferrera, Pacan, Carias et Lozano, le peuple n'a été le témoin d'une politique aussi féroce que celle qu'impose ce tyran depuis le 3 octobre 1963, date à laquelle il succéda au président Ramón Villeda Morales. A cette époque plus de deux mille personnes furent assassinées par les sbires de López Arellano, alors que des centaines d'autres étaient emprisonnées.

Dans les jours qui suivirent le coup d'Etat, plus de dix mille personnes perdirent la liberté, alors que cinq mille autres furent obligées de s'expatrier pour ne pas subir le même sort. Le Honduras est converti en une gigantesque prison. Le dictateur a promulgué des lois limitant le droit de libre circulation des individus, des milliers de livres ont été brûlés sur son ordre et la lecture de plusieurs centaines d'œuvres littéraires a été interdite.

BRESIL

Inscrit dans « le plan de lutte anticommuniste » l'université de Brasilia a été encerclée par les troupes de l'Etat de Minas Gerais, commandées par le général Sousa Aguiar. « L'épuration » universitaire s'étend à toutes les facultés, et à tous les directeurs d'académies. Le général Luis Carlos Guedes a déclaré que seraient destitués tous les directeurs des écoles supérieures de l'Etat de Minas Gerais.

Des membres de la police politique ont été chargés d'épurer les bibliothèques. Les œuvres de Diderot ont été interdites. « L'Institut Supérieur d'Etudes Brésiliennes » et « L'Institut Brésilien d'Etudes Afro-Asiatiques » ont été supprimés. Aussitôt après le coup d'Etat, le gouvernement annula l'application du plan d'alphabetisation dirigé par le professeur Paulo Freire et qui devait s'appliquer à cinq millions d'adultes. Le ministre de l'Education de Rio a conclu : « La méthode de Paulo Freire était une offense aux principes chrétiens de formation de notre peuple ». Lacerda a interdit le M.E.B. (Mouvement pour l'Education de Base), créé à Recife par les évêques catholiques dans le but d'alphabetiser et d'instruire les illettrés.

SUEDE

Le XVII^e Congrès national de la S.A.C. (Sveriges Arbetare Centralorganisation), (1) tenu à Stockholm, du

27 septembre au 2 octobre 1964, a ratifié la déclaration suivante :

1. La SAC et la CNT d'Espagne sont des mouvements syndicalistes libertaires avec des racines profondes dans les masses ouvrières de deux pays, même dans le cas de la CNT malgré 25 ans d'activité illégale. Cela implique que la tactique appliquée dans la lutte pour le but commun doit tenir compte des revendications immédiates de la classe ouvrière et de ses nécessités économiques et morales dans les deux pays.

2. L'avenir du syndicalisme libertaire doit être discuté et reconstruit sur des nouvelles bases théoriques, en tenant compte du développement du monde moderne et de la révolution industrielle de notre temps et aussi de l'existence de blocs internationaux opposés, dont aucun ne correspond aux aspirations du syndicalisme libertaire. Dans cet esprit les deux centrales, la SAC et la CNT, se mettent d'accord pour continuer leurs échanges d'idées, d'expériences et d'informations et de discuter les programmes émanant des membres et militants de leurs deux organisations.

3. Conformément à cette orientation, les deux centrales déclarent qu'à chaque organisation syndicaliste libertaire doit être accordée l'autonomie tactique et la pleine liberté d'action, pour qu'elles puissent prendre position aux problèmes révolutionnaires propres à chaque pays.

4. La SAC et la CNT déclarent qu'elles établissent entre elles des relations fraternelles en vue d'une collaboration et d'une entraide visant à la propagation maximale de leurs idées libertaires, parmi les ouvriers, pour les inciter à poser les fondements sociaux, économiques et politiques d'une nouvelle société vraiment humaine.

Le XVII^e Congrès de la SAC ajoute :

5. Cette communauté de travail entre la CNT et la SAC vise à la collaboration avec les forces syndicalistes libertaires de tout le monde et reste ouverte à tous les groupes et organisations libertaires qui sont animés d'intentions semblables et qui désirent y adhérer.

(1) « Syndicalistes libertaires de Suède ».

CANADA

Le Camarade responsable de « La Escuela Moderna » rappelle la nouvelle adresse de cette publication :

Félix ALVAREZ FERRERAS

1027, 8^e rue,

CALGARY (Alberta)

(Canada)

GRANDE-BRETAGNE :

Le Congrès de la Syndicalist Workers' Federation (section britannique de l'A.I.T.) a mis en évidence que dans le courant de l'année 1964 cette organisation a vu doubler le nombre de ses adhérents et la vente de son mensuel passer de 1 000 à 1 400 exemplaires par numéro.

PAYS-BAS

Le 11 janvier, 55 ouvriers turcs (sur un total de 70), travaillant dans une usine de Zaandam, se sont mis en grève pour protester contre le refus du patron de leur payer les jours de fête. Deux jours après le commencement de la grève, ils furent arrêtés par la police comme « étrangers indésirables sans moyens d'existence », puis refoulés en Turquie, sous surveillance policière.

Ni la presse bourgeoise, ni les ouvriers hollandais, ni, évidemment, les organisations syndicales n'ont protesté contre cette injustice scandaleuse. Seule la revue anarchiste « Buiten de Perken », dans son numéro de janvier 1965 s'insurge contre l'apathie des travailleurs et la carence des syndicats et a pris des mesures afin d'informer le monde de la situation à laquelle s'expose l'ouvrier étranger qui accepte du travail aux Pays-Bas.

GRANDE-BRETAGNE

Les Nazis britanniques de Colin Jordan ont troublé une réunion électorale travailliste. Après avoir lancé des sacs de farine sur la tribune réservée aux orateurs, les perturbateurs ont hurlé des slogans racistes (« Renvoyez les Noirs chez eux », « Gardez la Grande-Bretagne Blanche »).

(« Le Monde. »)

PORTUGAL

Une centaine d'étudiants se sont heurtés aux forces de police lors d'une manifestation, à Lisbonne, pour protester contre le procès de l'un des leurs qui comparait devant le Tribunal de la Ville.

PHILIPPINES

2 000 soldats des forces gouvernementales ont été envoyés dans la province de Pampanga (au nord des Philippines) pour lutter contre une reprise de l'activité des rebelles Huks. Le mouvement Huk-Balahap (forces combattantes du peuple) est constitué de paysans pauvres qui se rebellent contre l'aristocratie terrienne et réclament une réforme agraire. Le mouvement avait une première fois été écrasé en 1954-1955.

ERRATUM. — Dans l'article de « Mont-luc » page 3 du dernier M.L., il faut lire : « Réflexions sur une grève GENEVALE » et non « centrale ».

Les émissions radio de l'O.R.T.F. ont beaucoup perdu de leur intérêt ces dernières années, c'est un fait que personne ne conteste. Outre la télévision qui mobilise des millions de spectateurs (pres de cinq millions de récepteurs télé-taxés contre dix millions d'appareils radio déclarés), les radios commerciales périphériques et les stations belges et suisses de langue française drainent dans leurs ondes la majorité des auditeurs. Cet état de fait n'étonne que les minus de l'avenue de Friedland qui ont plus ou moins élu domicile dans le grand cirque de Passy. Malgré les mesures prises (et à cause d'elles) par ces messieurs, l'audience de notre radio nationale s'amenuise de jour en jour. Qu'est-elle devenue cette meilleure radio du monde dont on se gargarisait naguère ?

Ce n'est pas la propagande gouvernementale (publicité non payée) pas plus que la censure de Saint-Wladimir d'Ormesson (Seine-et-Oise) interdisant par exemple la superbe chanson de Jacques Brel : « Amsterdam » qui raccrocheront les déserteurs. Il reste tout de même aux têtus, aux vicieux dans mon style, qui veulent quand même croire que tout n'est pas pourri, quelques surprises agréables mais, aïeons-le, fort rares.

Au cours de ces dernières semaines, nous avons pu entendre de bonnes émissions à la mémoire de notre ami Albert Camus. Retenons-en surtout des enregistrements de sa voix nous disant par exemple, à propos de son départ de « Combat » : « Pour continuer, il fallait des capitaires, capitaires égaient servitudes, j'ai refusé les servitudes en même temps que les

capitaires, j'ai quitté le journalisme. »

Roger Grenier expliquait le désir (libertaire) de Camus de voir « tourner les tâches » et rappelait cette phrase prononcée lors de leur première entrevue au journal : « Je te ferai faire souvent des choses ennuyeuses, jamais des choses dégueulasses. » Camus citait Proudhon : « La liberté est le plus haut et le plus sûr des biens. » Nous avons pu entendre également plusieurs émissions à la mémoire du même Proudhon, attachantes par les commentaires des producteurs, mais plus encore par les citations prises dans l'œuvre énorme de notre grand précurseur. On le voit, pour peu que l'on cherche et qu'on ait la patience de lui titiller délicatement le potentiomètre, un récepteur de radio peut encore vous procurer quelque plaisir.

Dimanche matin, agacé par le panegyrique de W.C. que diffusait France-Inter, je me mis à l'écoute de Paris 312 mètres (ex Radio Sorbonne) ; était-ce une manifestation de la justice immanente ou une bizarre coïncidence ? Le conférencier Pierre du Colombier parlait avec passion de « Dresde, Ville d'art » que les bombardiers de W.C. réduisirent en cendres le 13 février 1945 faisant quelque 135 000 morts. Les laudateurs du drôle nous ont parlé de longues heures du « vieux lion », « héros anglais de la guerre des Boers », et de quelques autres.

Pour nous, il reste celui qui, à la tête de la police londonienne, fit le siège de la maison des anarchistes de Londres en janvier 1911 et assista (de loin) à leur agonie dans les flammes.

J.-F. STAS.

GIORNALE ANARCHICO INIZIATO DA ERICO MALATESTA NEL 1920

UMANITA' NOVA

Direzione e Amministrazione : Roma Via dei Tamini, 27, ITALIA
Abbonamenti, estero : L. 5 000
Conto corrente postale numero 1/1226, ROMA

“ L'opposition Artistique ”

France-Culture a présenté, samedi 16 janvier, un « Hommage à Proudhon » qui fut surtout un éreintement. Parmi ceux qui intervinrent, Jean Bruhat, marxologue, a procédé, pendant vingt-cinq minutes, à l'attaque traditionnelle contre Proudhon. Bruhat a dit ce qu'il pensait et je ne lui en ferai pas grief, regrettant toutefois les allusions à Pétain et à Hitler qui ne s'imposaient vraiment pas (Marx et Lénine sont-ils responsables des crimes commis en leur nom ?).

Mais la question n'est pas là. On m'avait demandé de parler de Proudhon et de l'anarchie. Je l'ai fait en studio durant une vingtaine de minu-

tes. Sans être proudhonien, je me suis permis de dire, pour terminer, ce qui me paraissait actuel chez Proudhon et notamment cette lutte contre l'autorité, plus indispensable que jamais, en pays industrialisés comme en pays sous-développés, en pays capitalistes comme en pays qui se réclament du socialisme. Que n'avais-je pas avancé là ! La censure a joué et il n'est pas resté grand-chose de mon intervention. Je tiens, par ce papier, à m'en excuser auprès des auditeurs.

Je ne savais pas que les propos de Proudhon contre l'autorité fussent encore si actuels...

Jean MAITRON.

Le Théâtre en deuil

Aussi simple dans la mort que dans la vie, Françoise Spira a quitté volontairement ce monde, sans que nul n'en sache la raison.

Cette artiste, qui vécut sans scandale et sans tapage, laissera à tous le souvenir d'une sensibilité vouée au théâtre et à l'art.

La presse n'a pas fait grand bruit sur sa mort, respectant pour une fois le désir de sa vie.

Nous-même croirions la trahir en usant des superlatifs que l'on réserve aux disparus.

Simplement, comme on jette une dernière fleur dans la tombe encore ouverte, témoignage de la vie face au néant, nous reproduisons les lignes que nous inspirait son interprétation de la fille muette de « Mère Courage », lorsque bouleversé notre rédacteur cria son émotion au sortir du théâtre, dans un article paru voilà

quelque quinze ans :

« J'ai réservé pour la fin l'extraordinaire composition de Françoise Spira ; cette fille muette, déshéritée, en haillons et qu'on éborgne, cette fille qui, dans son silence espère désespérément la fin des massacres, cette fille dédaignée de tous et « attendante » de paroles d'amour, ce n'est pas un quelconque personnage, c'est la Paix elle-même.

Avec son visage pathétique, ses larmes, son regard bouleversant, sa vie intérieure, sans un mot, sans une parole, Françoise Spira en fait toucher le symbole sans jamais perdre de son humanité.

En somme, et pour tout résumer d'un mot : la plus belle des causes, la Paix, défendue par le plus beau des moyens : le théâtre, sans que ni l'un ni l'autre ne soit trahi. »

Maurice LAISANT.

CINÉMA

A PROPOS D' " UNE FEMME MARIÉE "

LES derniers films de Jean-Luc Godard, et « Le Mépris » en particulier, avaient été loin de me séduire. Seul le caractère commercial des fesses de B.B. était à détacher de cet exemple du navet, cher à nos écrans.

Avec « Une femme mariée », Godard s'est pleinement racheté. Les spectateurs, aux goûts heureusement différents, seront d'accord avec moi pour considérer hautement ce film. Certains peuvent apprécier les magnifiques images ; d'autres, aux exigences plus grandes, peuvent pousser l'analyse présentée par Godard. En effet, chaque spectateur peut se retrouver dans une petite partie des personnages s'il lui reste encore un peu de courage.

Le scénario est assez banal et loin d'être nouveau puisque le déroulement se développe entre trois types de personnages qui ont été présents depuis des siècles : ce sont le mari, la femme et l'amant.

A l'époque du progrès technique, il est utile de s'inquiéter de l'inadaptation du couple et de son échec, totalement croissant.

Dans le film, le mari se passionne pour son métier et arrive à oublier sa compagne parce qu'il estime qu'elle est conquise pour toujours. L'amant, comédien de son métier, confond la comédie théâtrale et la triste comédie humaine de sa vie privée. Dans l'enfer moral de sa vie conjugale, la femme croit trouver une issue en couchant avec un amant mais se trouve rapidement dans une impasse. Ce genre d'union basée sur des formes bourgeoises fausse l'émancipation de la femme. Elle croit trouver sa liberté mais, en fait, elle découvre une autre prison. Notre législation a été créée par une société bourgeoise pour défendre ses intérêts et donc ceux de la famille bourgeoise. De nos jours, le progrès, le genre de vie différent des individus, condamnent cette société. Les individus se heurtent à ces règles et la preuve en est apportée par l'augmentation croissante des

divorces. Dès à présent, l'homme et la femme peuvent trouver une nouvelle possibilité d'entente mais celle-ci doit être différente car on doit tenir compte de la liberté morale des individus.

Dans « Une femme mariée », Godard nous donne la possibilité de dénoncer le cadre dans lequel nous évoluons. Au milieu d'une publicité stupide mais séduisante, il nous faut lutter contre l'inconscience psychologiquement néfaste. Godard nous donne cette possibilité de nous insurger, pas seulement en faisant la critique de la société mais en faisant sa propre critique. Vous vous mettez à la place de Macha Méril, de Bernard Noël ou de Philippe Leroy qui sont des interprètes pas encore très connus mais excellents. A vous de faire le reste en découvrant les moyens surtout prémoniteurs qui pourront améliorer les rapports dans votre vie.

Je reproche à Godard d'avoir choisi comme exemple des gens qui n'ont pas de soucis matériels mais peut-être pour des besoins commerciaux. Il aurait été souhaitable qu'il réalise son film avec des personnages issus de classes sociales moins aisées. Cela éviterait à des spectateurs de se dissimuler derrière le mythe d'une classe qui ne les concerne pas. Mais malgré tout, nous avons les éléments nécessaires... et suffisants pour avoir un bon film et c'est assez rare !

Encore une fois, il me faut dénoncer la censure et ses méthodes de « flic ». Celle-ci s'est opposée à la projection de certaines images (?). Cette Commission est vraiment très proche de l'hypocrisie catholique ou autre. En plus, il ne fallait pas interdire ce film aux moins de dix-huit ans, c'est en montrant les mauvais côtés de notre société qu'on peut aider la jeunesse à évoluer plus intelligemment que vers des armées ou des maisons de correction. Mais j'oublie que ce n'est pas l'optique des éducateurs gouvernementaux.

Michel LAZARSKI.

TÉLÉVISION

Par les lucarnes : élyséennes

INFORMATIONS :

Lors des religieuses obsèques de Pierre Brisson, est apparu par l'étrange lucarne, le non moins étrange Fouquier-Tinville de la Libération. Cet homme de Dieu, qui réclamait, dans un manifeste, la mort de tous les Collabos, paraissait fort à l'aise entre un ancien des Brigades Internationales et un ci-devant ministre vichyssois.

Ce qui prouve, comme dit Brassens, que l'Idée ne vaut pas le Cadavre.

...Près de Paris, par suite d'un dépassement intempestif, une Dauphine frappe de plein fouet une auto-mitrailleuse de notre Force de dissuasion. Bilan : le blindé de notre général est dans le décor, renversé, et son chauffeur est tué ; le conducteur de la Dauphine s'en sort à bon compte !

L'histoire ne dit pas si ce dernier sera poursuivi pour atteinte au moral de notre matériel militaire...

... Ainsi soit-il, ainsi qu'il en soit !

Désormais, seuls en Europe Occidentale, les Grands Chambellans du Bénitier que sont Franco et De Gaulle conservent le droit divin de décrocher les têtes, de rompre des cols... Comme quoi la Foi bien organisée est toujours le plus sûr garant de l'Autocratie mystique.

LES FEUILLETONS :

Le feuilleton actuel : Chambre à louer, au dialo-

que pauvre et sans grand intérêt, nous fait regretter La Route avec les excellentes interprétations de René Dary et Jean Gaven.

FILMS ET THEATRE :

Napoléon ! Quel besoin a-t-on de nous replonger dans ces balbutiements du Cinéma ?... Ce Napoléon d'Abel Gance, avec ses yeux anthracite et sa démarche de Charlot, était beaucoup plus ridicule que le Napoléon cycliste d'une émission passée. Si ce dernier avait un certain humour, celui de Gance n'est que tout bonnement grotesque !

Pauvres Indiens ! Trahis par leur producteur, gignolisés par un metteur en scène, balladés par la direction des Programmes, ne voici-t-il pas ce 2 janvier, en lieu et place de l'épisode qui devait être normalement diffusé, on nous refile une séquence datant de septembre... Ça se confirme, à Cognac-Jay, après le scandale d'Intelligence avec l'Ennemi, on continue à saborder ; mais sabordage pour sabordage, à quand la mise sous scellés de la toujours jeune et minaudière Mireille ?

DANS LES COULISSES :

Bravo ! Wladimir, pour ce projet de cadenas canonique à l'usage de nos chérubins en mal de télévision. A quand la ceinture de chasteté pour

toutes les tantes Yonne de ce royaume de Marie ?

Personnellement, O grand Wladimir, je préfère mille fois que mes six mômes continuent à relier un bout de fesse par-ci, un coin de gorge par-là, à ouïr, de-ci de-là, quelques paroles égrillardes plutôt que d'ingurgiter, une heure durant, toutes ces orgies de tripailles, de têtes au sang, que vos Actualités et Vos Trente ans d'Histoire nous déversent dans ce que j'appellerai, moi, le Grand carré blanc des certains soirs.

...Le différend qui oppose l'Affreux F. Brigneau au noble et incompris descendant des Gallien est d'un ridicule consommé.

Entre un Michel de Ré, mangeur de Boches devant la caméra, et un Brigneau évadé des temps où l'on gavait le Nègre de matraques et goupillons, je ne fais aucune différence : ils sont tous deux odieux. Odieux dans leurs polémiques ; odieux dans leur militarisme et leur colonialisme forcenés.

Cependant toute considération politique mise à part, il est indéniable que de Ré n'a pas le physique d'un quelconque Commandant X. Qu'il s'en réjouisse au lieu de s'en offusquer.

Que ces Lions revêtent leur uniforme et... qu'ils s'en aillent sur le pré, si ce n'est sur celui aux clercs, que ce soit, pour le moins, sur celui aux bovins !

Jean EMERY.

LES MAFFIAS

Dans la revue « JAZZ HOT » de décembre, un certain Michel Dunoyer se lamente :

« A la suite des trois chroniques « Jazz et Jeunes » et malgré de véhéments « appels au peuple » aucune proposition suivie par des actes (les seules qui nous intéressent) de venir nous donner un coup de main quel qu'il soit, ne nous est parvenue d'un amateur de Jazz parisien. La perspective de quitter leurs pantoufles et leur pick-up installé au coin du feu pour venir... en un mot : Agir pour le Jazz, leur musique, semble vraiment les faire frissonner d'horreur. »

Comment M. Dunoyer peut-il s'étonner ainsi ? Ne sait-il pas que les chiffres moyens de tirage (1^{er} trimestre 1964) sont de 10 683 pour « Jazz Hot » et de 14 000 pour « Jazz Magazine » ? Ce sont des chiffres que personne n'ignore puisque ce sont ceux du ministère de l'Information.

Les lecteurs de ces revues sont bien gentils mais il ne faut pas trop leur demander. D'ailleurs pourquoi ne

prendraient-ils pas modèle sur les rédacteurs ? C'est ainsi que Michel de Villers, « débordé par ses activités radiophoniques, ne peut actuellement assurer sa rubrique » (sic). Quand on sait qu'en fait de rubrique il s'agit du « courrier des lecteurs », il est permis de sourire. D'autant plus que Michel de Villers trouve bien le temps, chaque semaine, de donner un article à « L'Os à Moelle ».

Pour sa part, « Jazz Magazine » fête son 10^e anniversaire dans un numéro éclatant d'autosatisfaction. De son côté le camarade Alain Guérin, polyvalent à « L'Humanité » (chronique judiciaire et jazz) et poète méconnu à « La Nouvelle Critique », semble de plus en plus et de mieux en mieux intégré au système.

Enfin, quant à l'équipe de Jazz Magazine, elle a le plaisir de vous faire part de l'adoption des « Cahiers du Cinéma » par la famille (déjà nombreuse) Ténot-Filipacchi (Salut les Copains, Mademoiselle Age Tendre, Lui, Chouchou). Les nouveaux Cahiers

du Cinéma et Jazz Magazine se ressemblent comme des frères jumeaux. De plus, on n'y est pas dépaysé, on y retrouve pour la plupart les mêmes « copains ». La famille se porte bien. Merci !

SUITE AUX MAFFIAS DE LA PEINTURE

Dans un précédent numéro (celui de septembre 1964) nous avons dénoncé le procédé de racolage publicitaire auquel se livre la presse dite artistique. L'actualité, à l'occasion du Salon de l'Art libre, nous en fournit un nouvel exemple. Cette fois, c'est le « Journal de l'Amateur d'Art » qui se prétend « le mieux diffusé, le mieux informé des journaux d'art » (1) qui prospecte à sa manière par la circulaire suivante :

« Cher Artiste, (sic)
« Comme chaque année, nous donnons un compte rendu aussi intéressant que détaillé, du Salon International de l'Art libre, dans notre numéro qui sera en vente à la

« porte du Salon de l'Art libre, le jour du vernissage. Si, comme nous le pensons, vous avez fait faire une photographie de l'œuvre que vous exposez et que vous désiriez la voir reproduite dans nos colonnes — ce qui est d'autant plus intéressant (re-sic) pour vous que ce numéro sera largement diffusé, et qu'il sera aussi notre numéro de Noël — nous vous informons que nous serions heureux de reproduire votre photographie selon les conditions suivantes :
« — pour un cliché d'une colonne, 90 F ;
« — pour un cliché de 2 colonnes, 170 F...
« en échange de quoi nous vous offrons gracieusement (?) :
« — 25 numéros pour un cliché sur une colonne ;
« — 50 numéros pour un cliché sur deux colonnes. »

(1) En fait, son tirage moyen (au cours du premier trimestre 1964) est de 6 000 contre 49 760 pour Arts » (même période).

MAFFIAS DE L'ÉDITION

Dans les deux premiers articles, nous avons voulu montrer les difficultés de l'édition 1^o du point de vue des auteurs, 2^o du point de vue des éditeurs. Nous voudrions montrer

maintenant comment ces difficultés se traduisent sur le plan pratique ou plutôt comment d'habiles personnages ont résolu, à leur manière, ces difficultés.

III. — Les pirates de l'édition

Habiles personnages, c'est le moins qu'on puisse dire de ces éditeurs honteux qui travaillent « à compte d'auteur ». Disons tout de même que nous n'avons rien contre l'auteur qui se fait son propre éditeur. Ceux que nous dénonçons ce sont les individus qui se disent « éditeurs » et qui ne sont, en fait, qu'entremetteurs entre auteurs qui payent et imprimeurs qui encaissent. De tels « éditeurs » ne sont que des hommes d'affaires qui brassent du vent et qui, pour brasser du vent, n'en touchent pas moins une partie des deniers que de candides auteurs versent dans leurs escarcelles pour se faire... éditer. Ces gens sont à la fois bien et peu connus. Bien connus, ces « éditeurs » le sont des professionnels. Mais le grand public les ignore. Pourtant de rares journalistes parmi les plus courageux se sont risqués à publier sur ce milieu des enquêtes qui en leur temps firent quelque bruit. C'est que ces « éditeurs » n'aiment pas la publicité. Ils ne peuvent décidément rien faire comme tout le monde. C'est beau, l'originalité, mais poussée à ce point...

Sur la place de Paris, les plus beaux fleurons du « compte d'auteur » se disputent les « tracassés du stylo » (comme dirait Jean Bourret). Collé-

giens rongés par la puberté ou rombières en peine d'amour, tous plus ou moins poètes en états d'âme, voilà un gibier de choix pour les spécialistes de l'édition sans risque. Mais ceux-ci ne se limitent pas à la poésie. Des romanciers, des essayistes que l'on pourrait croire plus avertis, donnant dans leurs panneaux. La gynécologue Le Sueur-Capelle n'a-t-elle pas confié le manuscrit de « L'Union charnelle » aux Nouvelles Editions Debresse qui l'ont accepté, comme on s'en doute, avec empressement. Pour l'instant, Renée Lacoste paraît oubliée, mais Debresse que nous venons de citer, et Jean Grassin qui se veut d'avant-garde, maintiennent leurs entreprises vaillamment. De son côté, Jean d'Halluin, avec sa collection *Alternance*, essaye de ressusciter les beaux jours des éditions du Scorpion quand, après la Libération, Boris Vian publiait sous le pseudonyme de Vernon Sullivan « J'irai cracher sur vos tombes » et quelques autres livres à scandale.

Nous ne mentionnons que pour mémoire ces Parisiens. Ils ne sont pas seuls. La province et l'étranger ont aussi leurs vedettes.

Le plus grave, c'est que ces officines ont des agents en place dans

de vraies maisons d'édition ou, du moins chez des éditeurs d'apparence respectable. En voici deux exemples.

COMPLICITES

Septembre 1961. — Le manuscrit d'un jeune poète git quelque part dans un bureau des éditions de Minuit. Le 15, l'auteur reçoit une réponse défavorable. Il ne se décourage pas pour autant, il récupère son manuscrit et, le 18, il le dépose chez Gallimard, à destination de M. Robert Mallet qui dirige la collection « Jeune Poésie N.R.F. ». Le 22 (ça ne traîne pas) il reçoit dudit Mallet une réponse défavorable.

Une nouvelle fois, il récupère son manuscrit et, le 26, il le dépose aux éditions du Seuil, à destination de M. Jean Cayrol. Le 17 octobre, il recevra dudit Cayrol une réponse défavorable...

Mais entre-temps, le 9 octobre, il reçoit des éditions Regain (à compte d'auteur) une lettre :

« Vous êtes l'auteur d'un recueil de poèmes, si je suis bien informé. Et, bien entendu, votre désir est de le publier. C'est peut-être le moment de penser à notre collection Poètes de notre temps, actuellement en plein essor. »

Simple question : qui a bien pu « informer » M. Gérard Boy, directeur des éditions Regain, à Monte-Carlo : les éditions de Minuit ? Mallet de Gallimard ? Ou Cayrol du Seuil ? On aimerait savoir. En tout cas, nous vous laissons apprécier le procédé comme il convient.

Déjà en 1953. Nous pouvons toutefois ajouter que le procédé n'est pas nouveau. Mais, dans l'exemple qui suit, « l'informateur » a, au moins, le courage de se dévoiler.

Lettre de M. Pierre Seghers, l'éditeur des poètes, en date du 6 novembre 1953 :

« ... Pour l'instant, il ne m'est pas possible d'envisager une publication.

Peut-être serez-vous intéressé par le fait que les éditions Regain (M. Gérard Boy), Palais Miami, à Monte-Carlo, recherchent en ce moment de bons textes poétiques. Je vous communique cette indication sans engagement ; elle peut éventuellement vous être utile. » (sic).

Voilà comment des éditeurs qui ont une façade, des éditeurs qui passent pour sérieux, se font les complices d'éditeurs à la petite semaine. Entremetteurs d'entremetteurs, ça va loin.

Jean CLAUDE.

LE LIVRE DU MOIS par Maurice Joyeux



UN JEUNE HOMME EXCENTRIQUE

(Editions Julliard)

par Daniel GUERIN

Le nouveau livre de Daniel Guérin est un livre important. D'une part, il tranche avec une œuvre qui, depuis de nombreuses années, s'était volontairement engagée vers la recherche sociale, ensuite parce que dépassant le groupe, il est une recherche de la connaissance de l'être et que pour ce travail l'être analysé, découvert ou plutôt redécouvert est lui-même.

On a souvent discuté de l'« authenticité » de ce qu'il est convenu d'appeler des « Mémoires » qu'ils soient d'un écrivain ou d'un homme politique, voire d'un militaire. Camper son personnage, refaire l'histoire, justifier un revers de fortune ? Dans les « Mémoires », des hommes publics on trouve un peu de tout cela et, disons-le tout de suite, même si on possède le talent de Mme de Beauvoir. Ce talent ne suffit pas à

masquer les mensonges, même si ceux-ci ne le sont que par omission. Et Guérin a bien senti l'écueil auquel se heurtaient tous ces écrivains qui reconstruisaient leur vie une gomme dans une main, une fleur dans l'autre et le fiel sur la lèvre, c'est pour cela sans doute qu'il nous prévient. Son livre est un essai et, par-là même, il échappe à la simple narration, à l'histoire, il se veut étude et il se trouve simplement que l'étude de la jeunesse à laquelle il se livre est simplement la sienne.

Milleux bourgeois, révolte contre le clan, il y a tout cela dans cette jeunesse que nous présente Guérin et tout cela est l'élément dont tout écrivain se sert pour peindre une jeunesse, la sienne ou une autre. Mais dans la jeunesse que nous peint Guérin, il y a autre chose de plus essentiel et cette chose essentielle qui explique le livre te peint l'homme, c'est le refus de la femme et la démarche de Guérin pourra bien être parallèle ou en contradiction avec celle du lecteur, celui-ci ne pourra plus établir son jugement qu'à partir de l'élément qui conditionnera tous les autres, ce refus de la femme. Dirais-je à Guérin que

l'impression première que j'ai ressentie en lisant son livre est la même que celle que je ressens au cours d'un dialogue avec un étranger. Bien sûr, les choses ne prennent jamais ce caractère net, tranché, définitif qui permet le jugement et alors tout naturellement dans ce livre de Guérin ce qui va passionner le lecteur c'est moins l'anecdote, ou plutôt la succession d'anecdotes, en vérité banales qui s'enchaînent et composent cette jeunesse que les rapports qui existent entre le comportement de Guérin et la singularité sexuelle qui le tranche du nombre et qui, fatalement, infléchit sa conduite et alors on se met à rêver ou à reconstituer Guérin autrement devant les problèmes qui ont meublé sa vie. La réponse, Guérin nous la donnera, il nous le laisse tout au moins pressentir lorsqu'il écrit à la dernière page de son livre qu'il lui faudra remplacer une jeunesse qui colle à sa peau et dont il ne peut se débarrasser, par une femme et un enfant.

Je ne cacherais pas que j'attends la suite d'un livre remarquable par l'écriture mais qui ouvre des portes sur des murs. Trouverons-nous dans la maturité les raisons d'un comportement expliquées dans le livre de la jeunesse par un matériau qui aurait aussi bien pu étayer une construction différente.

COLLECTION POPULAIRE

LE LYS ROUGE d'Anatole France (L.P. 2). Cet ouvrage, un des plus remarquables de l'auteur, vaut moins par son intrigue que par la description de Florence. Il nous fait voir le talent d'Anatole France et la simplicité de son écriture.

TORTILLA FLAT John Steinbeck (L.P.). Le grand roman picaresque de Steinbeck, nous présente les Etats-Unis sous un jour insoupçonné pour beaucoup. Il faut lire les aventures des vagabonds de Monterey qui viennent d'hériter d'une maison qui va devenir le lieu de ripaille que n'aurait pas désavoué Robelais.

TANT QUE LA TERRE DURERA d'Henri Troyat (L.P. 2). Ce grand roman sur la Russie du début du siècle, s'il n'a pas la densité des grandes œuvres de Dostoïevski ou de Gorki est claire et nous donne une image valable d'une société en décadence. Il faut souligner aussi que Troyat a peint avec objectivité l'action du mouvement révolutionnaire d'avant la Révolution de 1917.

THEATRE d'Alfred de Musset (L.P. 2). Le théâtre de Musset se lit avec autant de plaisir qu'on le voit. Il vient de paraître en deux tomes et en le parcourant, je me suis aperçu que non seulement il n'avait pas vieilli mais que le *Chandelier*, il ne faut jurer de rien ou *Un caprice*, nous permettaient d'oublier facilement notre actuel théâtre de boulevard.

LA SIRENE DU MISSISSIPPI de William Irish (L.P.). Ce roman policier qui n'est pas la meilleure œuvre de cet auteur de qualité nous replonge dans la vie mélancolique et désuète du Mississippi, cet Etat baroque de l'Amérique du Nord.

LES CHATIMENTS de Victor Hugo (L.P.). Il est bon ton dans les cercles littéraires de sourire de l'emphase du père Hugo. Peut-être ! Mais lui ou moins il avait du souffle et il suffit de lire les *Chatiments* pour s'en convaincre.

LE PASSAGE DIFFICILE

par Maurice JOYEUX

PARMI tous les problèmes qui assaillent notre Fédération Anarchiste, il n'en est pas de plus complexes que les rapports de l'organisation avec la jeunesse. Mais d'abord, qu'est-ce que la jeunesse? L'encyclopédie Larousse nous dit que c'est la période entre l'enfance et l'âge mûr. Voilà bien une vérité de La Palice! Et nos docteurs d'ajouter que l'âge jusqu'où la jeunesse peut se prolonger est relativement variable! Disons donc que lorsqu'on prétend compartimenter les êtres, cette classification n'a pas de valeur absolue et qu'elle représente seulement l'X d'un problème d'algèbre et par conséquent une quantité inconnue que la solution de ce problème définira. Laissons donc de côté cette jeunesse moustachue qui se mire dans sa progéniture et donnons à la jeunesse une limite arbitraire : vingt-cinq ans.

La jeunesse, ou plutôt cette jeunesse-là, est incontestablement intéressée par l'anarchie. Elle est, dans sa majorité, révoltée contre le clan familial, contre les concepts qu'impose la société. Elle accepte la connaissance acquise mais refuse l'éducation, ou plutôt les éducations multiples qui ordonnent l'homme à partir de cette connaissance. Elle entend jouer un rôle qui la singularise. Elle est révolutionnaire dans ce sens qu'elle prétend tout remettre en question de ce qui est la réflexion sur les êtres et les choses, même si elle les approuve. Sa révolution est d'abord révolution de l'esprit. C'est là, consciemment ou non, son premier point de rencontre avec l'anarchie, et l'anarchie peut être assimilée à cette jeunesse dans la mesure où elle accepte la connaissance, mais refuse la morale du comportement qui en découle dans le cadre des institutions qui régissent la société. C'est ce qui explique qu'à vingt ans la jeunesse soit anarchiste, même si elle ignore l'anarchie, et la bourgeoisie ne s'y est pas trompée. Certaine de voir cette jeunesse revenir mettre ses pas dans les pas des ancêtres (dans la mesure où elle reste cantonnée dans cette révolte biologique), elle a toujours considéré avec une extrême indulgence ce passage « à vide » d'une jeunesse que le clan reprendra.

Le problème qui se pose à la pensée libertaire est justement de faire sauter le pas à cette jeunesse et de transformer sa révolte intellectuelle, cette insurrection de l'esprit, en une révolte économique et sociale. Pour des raisons que j'ai énoncées plus haut, l'approche de la jeunesse par l'anarchie est facile. Lorsqu'elle a pris conscience de son existence, la jeunesse tourne autour de l'anarchie, s'interroge sur l'anarchie, traverse même le mouvement libertaire avant de rejoindre le clan originel, laissant dans son sillon les rares graines qui permettent à celui-ci de se perpétuer.

Lorsqu'elle prend contact avec l'anarchie, la jeunesse ne connaît rien de ses préoccupations économiques et sociales, des nécessités de l'organisation, du vide qui va se creuser entre le milieu qui l'enserme et la proposition anarchiste. L'homme est ainsi fait qu'il veut construire comme il plonge dans la piscine, à partir de... et en tâtant du pied la planche qui va le projeter en avant. Lorsqu'elle a dépassé le stade intellectuel, la jeunesse qui, de révoltée, devient révolutionnaire, construit à partir de ce qu'elle tâte du pied. Les solutions qu'elle envisage? Plus ou moins de démocratie, mais l'anarchie lui propose la suppression de l'autorité! Plus ou moins d'autorité, mais l'anarchie lui propose la justice sociale, mais l'anarchie lui propose l'égalité économique! Entre le milieu où elle puise son matériau pour façonner son idéal baroque et l'anarchie qui lui propose un matériau différent, il y a le vide, et le vide, c'est bien connu, donne le vertige! La jeunesse accepterait cette anarchie commode, boudeuse, distinguée qui ne remet pas en question le contenu des assiettes, mais la jeunesse recule devant une assiette vide qu'il va falloir remplir avec un aliment inconnu.

Et pourtant, la jeunesse est aventure. Pendant le bref passage où elle va être la jeunesse, l'aventure d'abord intellectuelle, puis sociale qu'est l'anarchie, peut la séduire. Cependant, ne nous y trompons pas, c'est là le passage difficile. Ce passage, la Fédération Anarchiste doit le faire franchir à une jeunesse nombreuse qui, depuis quelques années, la rejoint et la quitte avec une désinvolture déconcertante.

EN vérité, ces particularités de la jeunesse sont bien connues d'une catégorie de politiciens. Je veux parler de ces politiciens qui frangent les partis sans s'y intégrer et qui joignent quelques titres universitaires à leur appétit de paraître. Souvent acoquinés avec les « vieux jeunes » qui font carrière dans cette profession lucrative, qui se recrutent parmi les cadres des organisations de « jeunes » qui n'ont pas réussi à franchir le pas et qu'on retrouve traînant leur nostalgie dans les partis minuscules, les clubs, les organismes d'intellectuels, pour lesquels la vie militante se confond avec les monômes et le folklore, ils exploitent, à grand renfort de slogans démagogiques, la révolte de la jeunesse. Place aux jeunes!... les jeunes, Monsieur... eux, les jeunes!... Démagogie, dont le résultat le plus inoffensif est de se procurer une clientèle susceptible de lire leur œuvre

géniale avant que l'éditeur ne les envoie au pilon. Mais le résultat le plus néfaste de cette démagogie, est d'associer une génération en une classe particulière qui s'inscrit en marge des hommes aliénés, qui se rue à l'assaut des sinécures au cri de « place aux jeunes », et qui, arrivée à maturité, la tête froide, ayant rejoint les « gens sérieux », formera un clan doté d'une culture, d'habitudes et de mythes pour lequel il n'existera pas de problème plus important que de continuer pour son propre compte, l'exploitation de l'homme par l'homme. Et il faut bien le dire, le P.S.U. est l'organisation type, où l'on voit s'amalgamer les anciens dirigeants des Auberges de la Jeunesse, ou de l'U.N.E.F., avec des vieilles badernes, dont feu Albert Bayet fut le prototype le plus achevé.

Les anarchistes, eux, se refusent à la démagogie envers les jeunes. Avant d'être des jeunes, les hommes sont intégrés à une classe, et avant tous autres problèmes mineurs, celui qui se pose à eux, c'est celui de lutter aux côtés de leurs frères s'ils appartiennent à la classe aliénée ou de les rejoindre s'ils appartiennent à la classe privilégiée. Pour le Mouvement Libertaire le passage difficile est justement celui qui consiste à faire prendre conscience aux jeunes qui nous ont rejoints que leur problème n'est pas un problème de génération, un problème de places occupées par les vieux, mais un problème de classe et que l'exploitation de l'homme par l'homme ne relève pas de la jeunesse ou de la maturité, mais de la classe à laquelle on appartient. Le passage difficile consiste à faire prendre conscience aux jeunes qui nous ont rejoints que le problème de classe doit se substituer à l'anarchie folklorique qui se nourrit d'un paroxysme verbal. Et il faut bien le dire, que ce n'est que lorsque ce passage difficile est franchi que nous pouvons constater que notre Mouvement compte un militant de plus.

Disons-le nettement, ce pas est aisément franchi par les jeunes, qui sont de bonne heure placés devant cette réalité vivante qu'est l'usine. Pris par la lutte de tous les jours, leur maturité est rapide. Ce sont eux qui forment ce cadre de militants pour lesquels les organisations de jeunes n'ont que peu d'attrait et qui venus directement à l'organisation et dans les groupes anarchistes, sont les piliers de notre Mouvement. Mais pour la jeunesse des écoles, il en est tout autrement.

Les jeunes des écoles ne ressentent qu'accessoirement le problème de classes qui, pour eux, n'est qu'un élément matériel de la grande révolution spirituelle dont ils rêvent. Non pas que ces jeunes-là ne connaissent pas des difficultés d'existence, mais ils ne sont pas confrontés

directement avec le travail salarié. Disons que leur perception de la lutte de classe découle de la réflexion alors que pour le jeune ouvrier elle découle de la réalité quotidienne. Mais, par contre, cette jeunesse des écoles est confrontée quotidiennement avec la révolution de l'esprit à travers l'étude des sciences et des philosophies. Il est donc pour elle un passage difficile à franchir, qui diffère de celui qui se dresse devant la jeunesse ouvrière. C'est celui qui permet de dépasser le dandysme, la révolution de constat devant le poète maudit et l'exhibitionnisme intellectuel, pour entreprendre la lourde tâche qui consiste à faire marcher la révolution de l'expression artistique et littéraire au pas de la révolution sociale.

Et il suffit de regarder les pages, que dans notre journal nous consacrons à la littérature et aux arts pour se rendre compte que nos jeunes intellectuels en sont restés à Baudelaire, à Dada, au surréalisme, que leurs plus folles audaces consistent à faire une cour discrète à un lettrisme qui commence à avoir des rides et qui n'a pas pu dépasser l'exhibitionnisme (certes, essentiel pour l'éclatement de toute révolution de l'esprit), pour rentrer dans le concret. Oui, il suffit de voir ou de lire nos jeunes pour comprendre qu'ils en sont encore à l'insurrection de l'esprit, qu'ils n'ont pas encore entrepris la révolution de l'expression qui dotera la révolution libertaire de son complément intellectuel indispensable. Et, une fois encore, il faut bien le constater, c'est seulement à partir du moment où le sentiment de la prépondérance de la jeunesse a reculé devant l'évidence et que le jeune intellectuel a pris conscience de sa double mission que le passage difficile est franchi et qu'il devient le militant qui, avec son camarade ouvrier, va construire le monde de demain et donner à l'anarchie son caractère universel.

JE disais plus haut, que la jeunesse était intéressée par l'anarchie. Venant à nous, il lui faudra franchir le passage difficile. Elle le fera en prenant conscience que sa qualité de jeune est secondaire. La solution, c'est la révolution sociale qui passe par la lutte des classes, c'est la révolution intellectuelle qui rejette le passé en tant que forme d'expression de la société égalitaire et sans classe que nous voulons construire.

Je disais plus haut, que l'homme veut tâter la planche avant de sauter. Eh bien, c'est en étroit contact avec les deux réalités que je me suis efforcé de définir que la jeunesse maintiendra le contact, dominera le vertige et sautera avec nous dans la grande aventure révolutionnaire que nous proposons à l'Humanité.

Classiques de l'anarchisme

EXTRAITS DE « RECHERCHES SUR LA JUSTICE POLITIQUE »

(« Enquiry concerning Political Justice », 1793).

VANITÉ DE LA PUISSANCE

Le seul objet légitime de la cité, comme ensemble permanent de rapports sociaux, est l'avantage des individus participants. Tout ce qui n'est pas réductible au bonheur individuel du simple citoyen — tout ce que l'on nomme richesse nationale, prospérité nationale, gloire nationale — engraisse l'égoïsme et l'imposture des dirigeants. Ceux-ci n'ont, depuis les temps les plus reculés, obscurci par des mots l'entendement des hommes, que pour les plonger avec plus de sûreté dans l'avitissement et la misère.

Le désir qu'à le citoyen d'accroître le territoire national, de vaincre ou de tenir dans la crainte les Etats voisins, de les surpasser en armement ou en industrie, n'est qu'un leurre fondé sur le préjugé et sur l'erreur. La puissance ne fait pas le bonheur. La sécurité et la paix valent mieux qu'un nom terrible qui fait trembler. Les hommes sont frères. Nous nous associons par régions ou climats particuliers, lorsque l'association est nécessaire à notre bien-être ou lorsque nous avons à nous défendre contre les menaces d'un fléau commun. Mais la rivalité des peuples est un produit de l'imagination.

LA POLITIQUE

Les individus ne sauraient avoir entre eux des rapports privés trop fréquents ni trop complets; mais, lorsque les sociétés ont des intérêts à faire valoir ou à régler, c'est toujours l'erreur et la violence qui sont à la base de leurs démêlés. Pour nous, cette considération anéantit d'emblée les principaux objets de la politique, spéculation aussi mystérieuse que perfide, qui accapare l'attention des gouvernements. La justice est affaire privée. En présence de ce principe, le gouvernement lui-même est appelé à disparaître et, avec lui, les états-majors de l'armée et de la marine, les ambassadeurs et les diplomates. Tout l'appareil artificiel

qui fut mis sur pied pour tenir les autres nations aux abois, pénétrer leurs secrets, traverser leurs machinations, former des alliances et des contre-alliances, doit retomber dans le néant. Du même coup, les budgets des nations seront réduits à presque rien, et par là disparaîtront les moyens de contraindre ou de corrompre la volonté des citoyens.

L'USURPATION DES DROITS INDIVIDUELS PAR LES ASSEMBLÉES

Si l'on se rappelle nos arguments contre l'absurde fiction au nom de laquelle les sociétés s'érigent, comme on dit, en « personnes morales », on concevra notre peu de tendresse pour les assemblées nationales. A quoi bon vouloir forcer la nature des choses? Une multitude d'hommes, quoi qu'on fasse, reste une multitude d'hommes, et ne constitue pas un « individu ». Rien ne saurait unir intellectuellement les membres d'une assemblée, sinon une parfaite égalité dans les capacités mentales, et une parfaite identité de perception; aussi longtemps que les esprits restent divers au sein d'une collectivité quelconque, les forces et les volontés qu'elle assemble ne peuvent être réduites en une force et une volonté uniques que d'une seule façon : par le jeu de l'usurpation et de la servitude.

LA TYRANNIE

Un homme, pour un temps plus ou moins long, prend la direction du troupeau. Il en utilise toute la force, toute la puissance physique et mentale, et cela d'une façon mécanique, comme il se servirait d'un outil. C'est en lui, et par lui, que l'assemblée du peuple devient « souveraine », que chacun de ses membres se fait esclave et que l'institution entière se convertit en machine. Tout gou-

vernement répond en quelque mesure à l'idée que se faisaient les Grecs de la tyrannie, avec cette nuance que, dans les régimes de despotisme, l'esprit humain est écrasé sous une oppression constante et uniforme, tandis que, sous une usurpation plus libérale, l'esprit conserve une plus grande part de son activité.

VALEUR DE L'ANARCHIE

L'état d'anarchie populaire est transitoire, l'état de despotisme tend à perpétuer. Le premier éveille l'esprit, répand dans toute la société l'énergie et l'audace d'entreprendre, encore que ses fruits trop hâtifs n'aient point toute la vigueur désirable. Mais le second foule au pied l'esprit humain, le réduit à la plus odieuse uniformité : car tout ce qui promet une grandeur est alors destiné à tomber sous la main exterminatrice de la suspicion et de l'envie. L'anarchie populaire a en soi quelque chose qui suscite l'idée, l'image trouble et véhémence de la vraie liberté. Elle est communément engendrée par la haine de l'oppression. Elle s'accompagne d'un esprit d'indépendance. Elle arrache les hommes à la croyance aveugle et au préjugé et, dans une certaine mesure, les incite à scruter avec impartialité les motifs de leurs actions.

Avec quelle joie tout ami éclairé de l'homme ne doit-il pas tourner les yeux vers cette phase décisive : la dissolution du pouvoir politique? Oui, nous saluerons un jour la fin de cet engin bestial, dont l'existence seule a perpétré les vices de l'humanité, et qui incorpore à sa substance tant de maux divers, tant de crimes qui ne peuvent être abolis que par son complet anéantissement!

William GODWIN.